

Durch die Regelung des Austauschs der Daten, die übermittelt werden müssen, kann dieses Ziel durch den angefochtenen Artikel 6 Nr. 4 des Dekrets vom 14. Oktober 2016 mit einem Mittel erreicht werden, das sachdienlich ist.

Der Datenaustausch ist verhältnismäßig, da im Text des Dekrets selbst ausdrücklich bestimmt ist, dass die Stelle, die die Informationen erhält, diese Daten nur zur Ausführung des gesetzlichen Auftrags, der ihr übertragen wurde, benutzen darf, und dass die Stelle, die die Informationen bereitstellt, ihrerseits prüfen muss, ob die Informationen, die übermittelt werden sollen, für die Stelle, die diese Daten erhält, wirklich relevant und zweckdienlich sind, um ihren gesetzlichen Auftrag zu erfüllen.

B.26. Der zweite Klagegrund ist unbegründet.

Aus diesen Gründen:

Der Gerichtshof

weist die Klage vorbehaltlich in der B.15.4 und B.16.3 erwähnten Auslegungen zurück.

Erlassen in niederländischer, französischer und deutscher Sprache, gemäß Artikel 65 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Verfassungsgerichtshof, am 19. Juli 2018.

Der Kanzler,
P.-Y. Dutilleux

Der Präsident,
A. Alen

COUR CONSTITUTIONNELLE

[2018/203856]

Extrait de l'arrêt n° 114/2018 du 19 juillet 2018

Numéro du rôle : 6547

En cause : le recours en annulation de l'article 39, § 3, alinéas 3 à 8, du décret de la Communauté française du 13 juillet 1998 portant organisation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire et modifiant la réglementation de l'enseignement, et de l'article 43bis, § 2 et 5, du décret de la Communauté française du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé, tels que ces articles ont été respectivement remplacés et insérés par les articles 5 et 14 du décret de la Communauté française du 13 juillet 2016 relatif à la mise en œuvre d'un cours de philosophie et de citoyenneté dans l'enseignement fondamental ainsi qu'au maintien de l'encadrement pédagogique alternatif dans l'enseignement secondaire, introduit par l'ASBL « Secrétariat Général de l'Enseignement Catholique en Communautés française et germanophone ».

La Cour constitutionnelle,

composée des présidents J. Spreutels et A. Alen, et des juges L. Lavrysen, J.-P. Snappe, J.-P. Moerman, E. Derycke, T. Merckx-Van Goey, F. Daoût, T. Giet et J. Moerman, assistée du greffier P.-Y. Dutilleux, présidée par le président J. Spreutels,

après en avoir délibéré, rend l'arrêt suivant :

I. *Objet du recours et procédure*

Par requête adressée à la Cour par lettre recommandée à la poste le 23 novembre 2016 et parvenue au greffe le 25 novembre 2016, l'ASBL « Secrétariat Général de l'Enseignement Catholique en Communautés française et germanophone », assistée et représentée par Me M. Kaiser et Me M. Verdussen, avocats au barreau de Bruxelles, a introduit un recours en annulation de l'article 39, § 3, alinéas 3 à 8, du décret de la Communauté française du 13 juillet 1998 portant organisation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire et modifiant la réglementation de l'enseignement, et de l'article 43bis, § 2 et 5, du décret de la Communauté française du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé, tels que ces articles ont été respectivement remplacés et insérés par les articles 5 et 14 du décret de la Communauté française du 13 juillet 2016 relatif à la mise en œuvre d'un cours de philosophie et de citoyenneté dans l'enseignement fondamental ainsi qu'au maintien de l'encadrement pédagogique alternatif dans l'enseignement secondaire (publié au *Moniteur belge* du 10 août 2016).

(...)

II. *En droit*

(...)

B.1. L'article 5 du décret de la Communauté française du 13 juillet 2016 « relatif à la mise en œuvre d'un cours de philosophie et de citoyenneté dans l'enseignement fondamental ainsi qu'au maintien de l'encadrement pédagogique alternatif dans l'enseignement secondaire » remplace l'article 39 du décret de la Communauté française du 13 juillet 1998 « portant organisation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire et modifiant la réglementation de l'enseignement » par le texte suivant :

« § 1^{er}. Dans chaque implantation des établissements de l'enseignement ordinaire officiel organisé ou subventionné par la Communauté française et des établissements de l'enseignement libre non confessionnel subventionné par la Communauté française qui offrent le choix entre les différents cours de religion ou de morale non confessionnelle, un cours de morale non confessionnelle, de religion ou de philosophie et de citoyenneté lorsque les élèves sont dispensés du cours de religion ou de morale, est organisé dès qu'un élève est inscrit dans un de ces cours, conformément à l'article 8 de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement. Le cas échéant, le cours est créé ou supprimé dans le courant de l'année scolaire.

Ce cours doit être dans l'horaire continu des périodes hebdomadaires obligatoires.

Le nombre de groupes, applicable du 1^{er} octobre au 30 septembre suivant est fixé, pour le cours le plus suivi, conformément au tableau ci-après, qui prend en compte l'ensemble des élèves de l'implantation inscrits dans ce cours au 30 septembre de l'année scolaire en cours :

Nombre d'élèves	Nombre de groupes
jusqu'à 25 élèves	1 groupe
à partir de 26 élèves	2 groupes
à partir de 45 élèves	3 groupes
à partir de 72 élèves	4 groupes
à partir de 93 élèves	5 groupes

Nombre d'élèves	Nombre de groupes
à partir de 115 élèves	6 groupes
à partir de 141 élèves	7 groupes
à partir de 164 élèves	8 groupes
à partir de 187 élèves	9 groupes
à partir de 210 élèves	10 groupes
à partir de 233 élèves	11 groupes
+ 23 élèves	+ 1 groupe

Les cours les moins suivis comptent le même nombre de groupes que le cours le plus suivi, sans pouvoir excéder un groupe par année, sauf lorsque l'application du tableau de l'alinéa 3 fournit un résultat plus favorable. En outre, chaque groupe d'élèves ne peut comporter moins de 5 élèves, sauf s'il y a effectivement moins de 5 élèves qui suivent les cours. Toutefois, lorsque l'implantation compte des élèves répartis, d'une part, en première et deuxième primaires, d'autre part, en troisième, quatrième, cinquième et sixième primaires, deux groupes peuvent être organisés dans les cours les moins suivis s'il y a au moins deux groupes dans le cours le plus suivi.

Le cours le moins suivi est organisé par degré lorsque le cours le plus suivi compte effectivement au moins un groupe par degré.

Un groupe comprend une période de cours.

Lorsqu'un élève est amené à suivre un cours moins suivi qui n'est pas donné simultanément avec le cours le plus suivi, il ne peut être soustrait de son groupe classe qu'au moment des travaux dirigés visés à l'article 2, 25^o, et ceux-ci ne peuvent comprendre aucune acquisition nouvelle dans les savoirs et compétences visés à l'article 16, § 3, du décret du 24 juillet 1997 précité.

§ 2. Pour les établissements visés au § 1^{er}, le nombre de périodes pour le cours de philosophie et de citoyenneté dispensé à tous les élèves conformément à l'article 8, alinéa 3, de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, correspond au nombre de classes organisables déterminé sur base de l'article 29, § 1^{er}, du présent décret.

Les reliquats visés à l'article 34, les périodes générées pour le complément d'encadrement pour les 1^{re} et 2^e primaires visées à l'article 31bis, § 1^{er}, les périodes dédiées aux maîtres d'adaptation visées à l'article 33, § 3 et 4, et les périodes d'encadrement différencié visées à l'article 9, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du décret du 30 avril 2009 organisant un encadrement différencié au sein des établissements scolaires de la Communauté française afin d'assurer à chaque élève des chances égales d'émancipation sociale dans un environnement pédagogique de qualité, peuvent également servir à encadrer le cours de philosophie et de citoyenneté visé à l'alinéa 1^{er}.

§ 3. Le nombre total de périodes attribuées par établissement pour les cours de religion, de morale non confessionnelle et de philosophie et de citoyenneté calculé conformément au § 1^{er} et pour les cours de philosophie et de citoyenneté calculé conformément au § 2 constituent le RLMOD. Chaque implantation bénéficie au minimum du nombre de périodes RLMOD qu'elle génère.

Ces périodes RLMOD sont attribuées au sein des implantations conformément à l'ordre de priorité défini au titre II du décret du 13 juillet 2016 relatif à la mise en œuvre d'un cours de philosophie et de citoyenneté dans l'enseignement fondamental ainsi qu'au maintien de l'encadrement pédagogique alternatif dans l'enseignement secondaire et, à défaut, conformément aux règles du statut administratif dont relève le membre du personnel.

Le nombre total de périodes de religion et de morale non confessionnelle attribuées par établissement au 1^{er} octobre 2014, multiplié par un facteur démographique, constitue le RLMOA, défini à l'arrondi mathématique. Ce facteur démographique est égal au nombre d'élèves primaires régulièrement inscrits au 30 septembre 2016 divisé par le nombre d'élèves primaires régulièrement inscrits au 30 septembre 2014.

La différence entre le RLMOA de l'établissement et le RLMOD de l'ensemble des implantations de l'établissement détermine un nombre de périodes. Ce nombre, positif ou négatif, est globalisé au niveau des services du Gouvernement de la Communauté française. Les implantations qui n'organisaient pas d'enseignement primaire au 1^{er} octobre 2014 ne génèrent aucune période à globaliser.

De ce nombre de périodes globalisées visé à l'alinéa précédent est, s'il échet, automatiquement prélevé un nombre de périodes à l'intention des établissements de l'enseignement organisé par la Communauté française et des Pouvoirs organisateurs de l'enseignement subventionné par la Communauté française dont le RLMOD ne permet pas d'attribuer, selon le cas au sein de l'établissement ou du Pouvoir organisateur, aux maîtres de religion et de morale non confessionnelle, définitifs ou temporaires prioritaires, un volume de charge équivalent à leurs attributions au 30 juin 2016, conformément à l'ordre de priorité défini au titre II du décret du 13 juillet 2016 relatif à la mise en œuvre d'un cours de philosophie et de citoyenneté dans l'enseignement fondamental ainsi qu'au maintien de l'encadrement pédagogique alternatif dans l'enseignement secondaire, et à défaut, conformément aux règles du statut administratif dont relève le membre du personnel. Ces périodes sont utilisées pour encadrer les cours de religion, de morale non confessionnelle et de philosophie et de citoyenneté. Elles augmentent, le cas échéant, les nombres de groupes déterminés conformément au § 1^{er}.

Le solde du nombre de périodes globalisé après les prélèvements visés à l'alinéa précédent est attribué aux établissements, dans l'enseignement organisé par la Communauté française, et aux Pouvoirs organisateurs dans l'enseignement subventionné par la Communauté française visé au § 1^{er}, pour assurer de l'adaptation et du soutien pédagogique afin d'assurer, de coordonner et de soutenir des activités éducatives visant exclusivement à mettre en œuvre l'article 15, alinéa 1^{er}, du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre.

Seuls les établissements, dans l'enseignement organisé par la Communauté française, et les Pouvoirs organisateurs, dans l'enseignement subventionné par la Communauté française visé au § 1^{er}, qui contribuent positivement au nombre de périodes globalisé reçoivent des périodes pour de l'adaptation et du soutien pédagogique. Le nombre de périodes destiné à l'adaptation et au soutien pédagogique est égal au nombre positif visé à l'alinéa 4 affecté d'un coefficient égal au rapport entre le nombre de périodes du solde visé à l'alinéa précédent et le nombre de périodes globalisé. Le résultat est arrondi à l'unité inférieure.

L'utilisation des périodes visées à l'alinéa précédent est autorisée dès communication de leur nombre par les services du Gouvernement et jusqu'au [...] 30 septembre suivant. Cette utilisation est de la compétence du pouvoir organisateur dans l'enseignement subventionné par la Communauté française visé au § 1^{er}, et du chef d'établissement dans l'enseignement organisé par la Communauté française, après avoir pris l'avis des organes de concertations visés à l'article 25.

§ 4. Les implantations organisent les cours de religion, de morale non confessionnelle et l'encadrement des élèves dispensés de suivre l'un de ces cours durant le mois de septembre selon les mêmes formes et modalités que celles de l'année scolaire précédente ».

B.2. Cette disposition est entrée en vigueur au début de « l'année scolaire 2016-2017 » (article 39 du décret du 13 juillet 2016).

B.3. L'article 14 du décret du 13 juillet 2016 insère dans le décret de la Communauté française du 3 mars 2004 « organisant l'enseignement spécialisé » un article 43bis, libellé comme suit :

« § 1^{er}. Dans les établissements d'enseignement primaire spécialisé organisé par la Communauté française et les établissements d'enseignement primaire spécialisé de l'enseignement officiel subventionné et de l'enseignement libre non confessionnel subventionné qui offrent le choix entre les différents cours de religion ou de morale non confessionnelle, un cours de morale non confessionnelle, de religion ou de philosophie et de citoyenneté lorsque les élèves sont dispensés du cours de religion ou de morale, est organisé dès qu'un élève est inscrit dans un de ces cours, conformément à l'article 8 de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement. Le cas échéant, le cours est créé ou supprimé dans le courant de l'année scolaire.

Ce cours doit être dans l'horaire continu des périodes hebdomadaires obligatoires.

Le nombre de groupes, applicable du 1^{er} octobre au 30 septembre suivant est fixé, pour le cours le plus suivi, [...] sur la base du nombre total d'élèves du cours le plus suivi, divisé par le nombre guide du type d'enseignement comme déterminé à l'article 38 du présent décret.

§ 2. Le nombre de groupes du cours le plus suivi est multiplié par deux pour déterminer le nombre de périodes qui font partie du capital-périodes utilisable.

Ce nombre est multiplié par le nombre de cours organisés pour connaître le nombre maximal de périodes qui peuvent être utilisées pour l'organisation des différents cours de religion, de morale non confessionnelle et de philosophie et de citoyenneté.

§ 3. Le cours de morale non confessionnelle, de religion ou de philosophie et de citoyenneté lorsque les élèves sont dispensés du cours de religion ou de morale, est organisé par groupe.

Un groupe comprend une période de cours.

§ 4. Pour les établissements visés au § 1^{er}, le nombre de périodes pour le cours de philosophie et de citoyenneté dispensé à tous les élèves conformément à l'article 8, alinéa 4, de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, correspond au nombre de classes.

§ 5. Au-delà des périodes nécessaires à l'organisation des différents cours de religion, de morale non confessionnelle et de philosophie et de citoyenneté, ne peuvent être prélevées du nombre maximal de périodes que les périodes nécessaires au maintien du volume de charge équivalent aux attributions au 30 juin 2016, des maîtres de religion et de morale non confessionnelle, définitifs ou temporaires prioritaires, conformément à l'ordre de priorité défini au titre II du décret du [13] juillet 2016 relatif à la mise en œuvre d'un cours de philosophie et de citoyenneté dans l'enseignement fondamental ainsi qu'au maintien de l'encadrement pédagogique alternatif dans l'enseignement secondaire, et à défaut, conformément aux règles du statut administratif dont relève le membre du personnel.

Le nombre maximal de périodes visé au paragraphe 2, alinéa 2, ne peut être utilisé que pour l'encadrement des cours de religion, de morale non confessionnelle et de philosophie et de citoyenneté.

Les périodes de cours excédentaires ne peuvent en aucun cas faire l'objet d'un transfert vers le personnel enseignant ou vers d'autres catégories de personnel.

§ 6. Les implantations organisent les cours de religion, de morale non confessionnelle et l'encadrement des élèves dispensés de suivre l'un de ces cours durant le mois de septembre selon les mêmes formes et modalités que celles de l'année scolaire précédente ».

B.4. Cette disposition est entrée en vigueur au début de « l'année scolaire 2016-2017 » (article 39 du décret du 13 juillet 2016).

B.5. L'article 41 du décret de la Communauté française du 19 juillet 2017 « relatif à la mise en œuvre d'un cours de philosophie et de citoyenneté dans l'enseignement secondaire et portant diverses adaptations dans l'enseignement fondamental » insère, dans l'article 39 du décret du 13 juillet 1998, un paragraphe 2bis. L'article 42 du décret du 19 juillet 2017 apporte plusieurs modifications au troisième paragraphe de l'article 39 du décret du 13 juillet 1998.

Les articles 44 et 45 du décret du 19 juillet 2017 remplacent respectivement les cinquième et sixième paragraphes de l'article 43bis du décret du 3 mars 2004.

Toutes ces modifications sont toutefois sans incidence pour l'examen du présent recours. La Cour ne peut étendre les limites de sa saisine.

Quant à l'intérêt du Secrétariat Général de l'Enseignement Catholique en Communautés française et germanophone

B.6. Lorsqu'une association sans but lucratif introduit un recours en annulation sans invoquer son intérêt personnel, il est requis que son objet social soit d'une nature particulière et, dès lors, distinct de l'intérêt général; qu'elle défende un intérêt collectif; que la norme attaquée soit susceptible d'affecter son objet social; qu'il n'apparaisse pas, enfin, que cet objet social n'est pas ou n'est plus réellement poursuivi.

B.7.1. Il ressort des travaux préparatoires des dispositions attaquées (*Doc. parl.*, Parlement de la Communauté française, 2015-2016, n° 312/1, p. 7, 58; *ibid.*, n° 312/3, p. 6) ainsi que du procès-verbal et du protocole établis le 18 mai 2016 par le « comité de négociation entre le Gouvernement de la Communauté française et les organes de représentation et de coordination des pouvoirs organisateurs de l'enseignement et des centres P.M.S. subventionnés reconnus par le Gouvernement », et produits par l'association requérante, que l'avant-projet de décret qui est à l'origine du décret du 13 juillet 2016 a été soumis à ce comité.

Ce comité se compose entre autres d'une « délégation des organes de représentation » qui peut compter des membres représentant le « Secrétariat Général de l'Enseignement Catholique » (article 5, § 1^{er} et 3, du décret de la Communauté française du 20 juillet 2006 « relatif à la négociation avec les organes de représentation et de coordination des Pouvoirs organisateurs de l'enseignement et des Centres P.M.S. subventionnés », modifié par l'article 36, 3), du décret-programme du 15 décembre 2010).

Il ressort des documents produits par l'association requérante que celle-ci était représentée à la réunion du 18 mai 2016 que ce comité a consacrée à la discussion de l'avant-projet de décret précité.

B.7.2. Cette participation au processus d'adoption des dispositions attaquées établit que celles-ci sont susceptibles d'affecter directement et défavorablement l'objet social de l'association requérante.

Celle-ci justifie donc de l'intérêt requis.

B.8. Le recours en annulation est recevable.

Quant au moyen relatif à l'article 5 du décret de la Communauté française du 13 juillet 2016

B.9. Il ressort des développements du moyen que la Cour est invitée à statuer sur la compatibilité de l'article 39, § 3, alinéas 6 à 8, du décret du 13 juillet 1998, tel qu'il a été inséré par l'article 5 du décret du 13 juillet 2016, avec l'article 24, § 4, de la Constitution, en ce que ces dispositions introduiraient une différence de traitement discriminatoire entre deux catégories d'établissements d'enseignement primaire ordinaire: d'une part, les établissements de l'enseignement organisé par la Communauté française, les établissements de l'enseignement officiel subventionné par cette Communauté et les établissements de l'enseignement libre non confessionnel qui offrent le choix entre le cours de morale non confessionnelle et les cours de religion et, d'autre part, les établissements de l'enseignement libre confessionnel subventionné par la Communauté française qui ne proposent que le cours de religion catholique.

Les dispositions attaquées permettraient l'attribution de « périodes de cours » aux établissements d'enseignement de la première catégorie en vue d'« assurer de l'adaptation et du soutien pédagogique afin d'assurer, de coordonner et de soutenir des activités éducatives visant exclusivement à mettre en œuvre l'article 15, alinéa 1^{er}, du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre », tandis que les établissements de l'enseignement libre confessionnel qui ne proposent que le cours de religion catholique ne peuvent pas revendiquer l'attribution de telles périodes en application des dispositions attaquées.

B.10. L'article 24, § 4, de la Constitution dispose :

« Tous les élèves ou étudiants, parents, membres du personnel et établissements d'enseignement sont égaux devant la loi ou le décret. La loi et le décret prennent en compte les différences objectives, notamment les caractéristiques propres à chaque pouvoir organisateur, qui justifient un traitement approprié ».

Cette disposition énonce, dans le domaine de l'enseignement, le principe d'égalité et de non-discrimination qui se déduit des articles 10 et 11 de la Constitution.

B.11.1. Les règles énoncées à l'article 39, § 3, du décret du 13 juillet 1998, inséré par l'article 5 du décret du 13 juillet 2016, visent à empêcher que l'introduction des cours de philosophie et de citoyenneté dans certains établissements d'enseignement ne cause des pertes d'emploi parmi les enseignants qui, avant la création de ces cours, dispensaient les cours de religion et de morale non confessionnelle qui seront en partie remplacés par les nouveaux cours (*Doc. parl.*, Parlement de la Communauté française, 2015-2016, n° 312/1, p. 4).

B.11.2. Les règles précitées, qui ont pour objet le « calcul de l'encadrement » de ces cours, sont inspirées par la « volonté de maintenir le volume global des périodes pour l'organisation des cours philosophiques » (*ibid.*, p. 4), et sont commentées comme suit dans l'exposé des motifs du projet de décret qui est à l'origine du décret du 13 juillet 2016 :

« Cet article ne concerne que l'enseignement officiel subventionné et organisé par la Communauté française ainsi que l'enseignement libre non confessionnel subventionné par la Communauté française qui offre le choix entre les différents cours de religion ou de morale non confessionnelle.

Le paragraphe premier de cet article adapte la législation actuelle en créant une catégorie supplémentaire (celle des élèves dispensés) pour le calcul du RLMO. Il définit le nombre de groupes organisables (au départ du groupe le plus suivi) pour les cours philosophiques et la dispense.

Au paragraphe 2, l'attribution des périodes pour le cours commun de philosophie et de citoyenneté est fixée : elle correspond au nombre de classes organisées. Ce paragraphe indique les périodes complémentaires utilisables pour encadrer le cours de philosophie et de citoyenneté.

Le paragraphe 3 prévoit 3 étapes de calcul.

Dans une première étape, le RLMO (le ' D ' faisant référence à la dispense) est déterminé par implantation. Il s'agit des périodes nécessaires à la mise en œuvre du nouveau cours d'une période de philosophie et de citoyenneté commune à tous les élèves, les différents cours (une période) de religion et de morale non confessionnelle en tenant compte des choix formulés par les parents au plus tard le 15 septembre, et de la deuxième période de citoyenneté pour les élèves qui ont sollicité la dispense.

Ces périodes RLMO sont utilisées par l'implantation qui les a générées et affectées selon les règles transitoires prévues au titre II et, à défaut, aux règles du statut administratif dont dépend le membre du personnel (AR du 22 mars 1969, AR du 25 octobre 1971, décret du 6 juin 1994, décret du 1^{er} février 1993, décret du 3 mars 2006).

En annexe I, un tableau reprend un exemple du calcul RLMO pour trois implantations représentatives en nombre d'élèves. Pour chaque exemple d'implantation, la première partie du tableau illustre l'encodage, par les écoles, des chiffres de population scolaire par année d'études pour les cours philosophiques et la dispense (ex : nombre d'élèves en P1). Cela génère un nombre total d'élèves par cours qui permet, en appliquant le calcul habituel, de déterminer le nombre de groupes organisables. Ces groupes déterminent un nombre total (appelé ' A ' dans le tableau) de périodes : un groupe est égal à une période.

Pour chaque exemple d'implantation, la seconde partie du tableau illustre le calcul de périodes pour les cours de philosophie et de citoyenneté (CPC). Au départ du nombre total d'élèves inscrits dans l'implantation, un ' capital périodes ' est généré. Ce nombre de périodes divisé par 26 (et ajusté à l'unité inférieure) indique le nombre de classes organisables par l'implantation. Ce nombre de classes organisables détermine le nombre de périodes pour organiser le CPC (appelé ' B ' dans le tableau).

La somme du nombre de périodes (A) pour organiser les cours philosophiques et la dispense est additionnée au nombre de périodes (B) pour organiser le CPC. Cela constitue le RLMO de l'implantation (A+B).

Ensuite, le RLMOA (le ' A ' pour ' adapté ', adapté à la démographie) 2014 est calculé par établissement. Le RLMOA 2014 correspond au volume RLMO du 1^{er} octobre 2014 (comptage du 30 septembre) multiplié par un facteur tenant compte de l'évolution démographique entre 2014 et 2016.

Dans une deuxième étape, la différence entre le RLMOA et le RLMO constitue une réserve de périodes globalisée au niveau des services du Gouvernement (DGEO).

De cette réserve, des périodes sont automatiquement prélevées et attribuées [au] profit des directions et PO dont le RLMO est insuffisant pour attribuer aux maîtres de religion ou de morale définitifs et temporaires prioritaires un nombre de périodes correspondant à leurs attributions au 30 juin 2016. Ces périodes sont utilisées pour encadrer les cours de religion, de morale non confessionnelle et de philosophie et de citoyenneté en dérogeant si nécessaire au nombre de groupes créés et à la taille minimale de ces groupes.

Par attribution au 30 juin 2016, il faut entendre les dernières attributions de l'année scolaire 2015-2016, et au plus tard au 30 juin 2016. Sont également [incluses] dans ces attributions, les périodes d'EPA prestées par des maîtres de RLMO ayant perdu des périodes du fait de la possibilité d'être dispensé des cours de RLMO.

Les périodes encore disponibles après cette opération serviront à assurer de l'adaptation ou du soutien pédagogique.

Seuls les établissements et PO qui ont contribué positivement à cette réserve reçoivent des périodes d'adaptation dont le nombre est égal à leur contribution affectée d'un coefficient égal au rapport entre le nombre de périodes encore disponible après prélèvement des périodes nécessaires à maintenir les définitifs et les temporaires prioritaires et le nombre de périodes de la réserve avant ce prélèvement (réserve initiale).

Exemple : Pour l'ensemble de ses implantation [s] et établissements d'enseignement primaire, un PO A contribue à hauteur de 16 périodes à la réserve de 1200 périodes constituée auprès de la DGEO. Pour permettre aux établissements de WBE et aux PO de l'officiel subventionné et du libre non confessionnel de compenser les périodes perdues par leurs définitifs et temporaires prioritaires, cette réserve s'est réduite de 720 périodes. Le PO A recevra une dépêche lui indiquant qu'il dispose de 16 périodes * 480/1200 = 6,4 périodes arrondies à 6 périodes.

Les périodes d'adaptation et de soutien pédagogique sont attribuées selon les règles statutaires habituelles, à savoir : à des instituteurs, maîtres d'éducation physique ou maître [s] de langue moderne (art. 2, 11° du décret du 13 juillet 1998 portant organisation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire et modifiant la réglementation de l'enseignement).

Le paragraphe 4 prévoit, que l'organisation de l'année scolaire précédente est maintenue pour le mois de septembre en ce qui concerne les cours philosophiques et l'éventuelle dispense de ceux-ci. Ceci correspond à l'organisation habituelle des établissements scolaires. Cela se justifie par le fait que le choix des parents n'est connu qu'au 15 septembre » (*Doc. parl.*, Parlement de la Communauté française, 2015-2016, n° 312/1, pp. 10-11).

Il est encore précisé dans l'exposé des motifs précité :

« Les négociations avec les organes de représentation et de coordination des pouvoirs organisateurs se sont clôturées le 18 mai 2016 par des avis défavorables de l'ensemble des PO.

Les négociations avec les organisations syndicales se sont clôturées le 30 mai 2016 par un avis défavorable unanime.

Il semble néanmoins utile de préciser que suite à ces avis négatifs souvent fondés sur des raisons opposées, il a été décidé d'organiser une réunion tripartite entre représentants de l'Autorité, des Pouvoirs organisateurs et des organisations syndicales.

Cette réunion a permis de rapprocher les points de vue entre Pouvoirs organisateurs et organisations syndicales. Ces rapprochements portent notamment sur :

1° La gestion centralisée à la DGEO de la réserve des périodes [constituée] par la différence entre RLMOA et RLMOD;

2° L'attribution automatique aux PO (subventionné) et établissements (WBE) des périodes nécessaires à compenser les pertes d'heures des définitifs et des temporaires prioritaires dues au remplacement d'une période de RLMO par une période d'EPC;

3° la répartition du solde entre établissements et PO contributeurs sous forme de périodes d'adaptation; [...] » (*Doc. parl.*, Parlement de la Communauté française, 2015-2016, n° 312/1, p. 7).

B.11.3. Le rapport de la discussion en commission parlementaire du projet de décret qui est à l'origine du décret du 13 juillet 2016 résume l'exposé de la ministre compétente en ces termes :

« Ce projet concrétise également l'engagement de la Déclaration de politique communautaire (DPC) de procéder à cette réforme sans perte d'emploi global en garantissant les droits individuels des enseignants nommés à titre définitif et des temporaires prioritaires tout en assurant dès le départ la qualité du cours de citoyenneté et en évitant, autant que faire se peut, qu'un enseignant assure le cours de philosophie et de citoyenneté dans une implantation où il assure le cours de morale ou de religion.

Dans cet exposé introductif, la Ministre aborde :

1. Pour l'enseignement primaire ordinaire, la détermination des périodes nécessaires à l'organisation dans chaque implantation d'une période de philosophie et citoyenneté par classe et d'une période de religion ou de morale (RLMO), en ce compris une seconde période de philosophie et citoyenneté pour les élèves dispensés de RLMO;

2. l'affectation de l'éventuel solde de la réserve à des périodes d'adaptation pour l'enseignement ordinaire;

3. la constitution, avec une variante pour l'enseignement spécialisé, d'une réserve de périodes permettant de garantir le volume global de l'emploi et de protéger les définitifs et les temporaires prioritaires qui ne retrouveraient pas leurs attributions RLMO de l'année dernière, en ce compris éventuellement l'enseignement pédagogique alternatif (EPA);

[...]

1° Dans une première étape, le RLMOD (le ' D ' fait référence à la Dispense) est déterminé par implantation. Il s'agit des périodes nécessaires à la mise en œuvre :

- du nouveau cours d'une période de philosophie et de citoyenneté commune à tous les élèves. Ce nouveau cours génère une période par classe organisable;

- des différents cours d'une période de religion et de morale non confessionnelle et d'une seconde période de philosophie et citoyenneté pour les élèves qui ont sollicité la dispense. Ces cours génèrent un nombre de périodes calculé selon les modalités habituelles du calcul du RLMO en tenant compte des choix formulés par les parents au plus tard le 15 septembre parmi les possibilités suivantes : une des cinq religions reconnues, la morale ou la dispense.

Ces périodes RLMOD sont utilisées par l'implantation qui les a générées et affectées selon les dispositions développées plus loin.

Dans une seconde étape, afin de respecter le double engagement de maintien global de l'emploi et de protection des droits individuels des définitifs et des temporaires prioritaires, chaque établissement pour l'enseignement organisé par WBE, chaque pouvoir organisateur (PO) pour l'officiel subventionné et pour le libre non confessionnel se voit attribuer un RLMOA (avec ' A ' pour Adapté). Il s'agit du RLMO attribué pour l'année scolaire 2014-2015 (dernière année sans dispense) multiplié par un coefficient tenant compte de l'évolution démographique entre 2014 et 2016. Ce RLMO 2014-2015 se voit ainsi adapté.

La somme des différences positives ou négatives entre le RLMOA de chaque établissement ou PO selon le cas et des RLMOD de leurs implantations constitue une réserve de périodes auprès des services du Gouvernement.

De cette réserve, des périodes sont automatiquement prélevées et attribuées au profit des directions et PO dont le RLMOD est insuffisant pour attribuer aux maîtres de religion ou de morale définitifs et temporaires prioritaires un nombre de périodes correspondant à leurs attributions au 30 juin 2016, en ce compris les éventuelles périodes d'EPA. Ces périodes sont utilisées pour encadrer les cours de religion, de morale non confessionnelle et de philosophie et de citoyenneté en dérogeant si nécessaire au nombre de groupes créés et à la taille minimale de ces groupes.

2° Le solde de la réserve sera attribué aux établissements et pouvoirs organisateurs qui ont contribué au solde au prorata de leur contribution à la réserve et des périodes encore disponibles après affectation d'une partie de cette réserve au maintien de l'emploi des définitifs et temporaires prioritaires. Ainsi, si un établissement a contribué à hauteur de 9 périodes à la constitution d'une réserve de 1200 périodes dont 800 (les 2/3) ont été utilisées pour sauvegarder des emplois, il recevra une dépêche lui indiquant qu'il dispose de 3 périodes d'adaptation (1/3 de sa contribution) » (*Doc. parl.*, Parlement de la Communauté française, 2015-2016, n° 312/3, pp. 6-7).

B.11.4. Lors des débats en commission parlementaire du projet de décret qui est à l'origine du décret du 13 juillet 2016, la ministre compétente a aussi précisé que l'élaboration de ce texte avait tenu compte du résultat de diverses simulations de l'incidence de l'introduction des cours de philosophie et de citoyenneté (*ibid.*, n° 312/3, p. 20) et a constaté :

« Ces simulations ont conduit à estimer que des périodes pourraient encore être disponibles après prélèvement des périodes nécessaires à l'organisation du RLMOOD et de celles nécessaires à la protection de l'emploi des définitifs et des temporaires prioritaires. D'où la proposition d'utiliser le solde sous forme de périodes d'adaptation [...] ces heures non utilisées remontent dans un pot commun et sont redistribuées par la suite au prorata de la contribution de chaque école » (*ibid.*, n° 312/3, p. 21).

B.12. Il ressort du texte des alinéas 3 à 5 de l'article 39, § 3, du décret du 13 juillet 1998, inséré par l'article 5 du décret du 13 juillet 2016, lu à la lumière des extraits des travaux préparatoires précités, que ce sont ces dispositions-là qui permettent de préserver l'emploi des personnes qui, au sein des établissements visés à l'article 39, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du décret du 13 juillet 1998, dispensaient un cours de religion ou le cours de morale non confessionnelle avant l'introduction des cours de philosophie et de citoyenneté et, partant, d'assurer la réalisation de l'objectif poursuivi par le pouvoir législatif de la Communauté française.

Les « périodes pour de l'adaptation et du soutien pédagogique » dont il est question aux alinéas 6 à 8 de l'article 39, § 3, du décret du 13 juillet 1998, inséré par l'article 5 du décret du 13 juillet 2016, sont, selon les travaux préparatoires de ce dernier décret, attribuées aux maîtres d'adaptation et de soutien pédagogique - à savoir l'instituteur, le maître spécial d'éducation physique ou le maître spécial de langue moderne chargés d'assurer, de coordonner et de soutenir des activités éducatives visant exclusivement à mettre en œuvre l'article 15, alinéa 1^{er}, du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre (article 2, 11^o, du décret du 13 juillet 1998, tel qu'il est remplacé par l'article 74 du décret du 4 février 2016 « portant diverses dispositions en matière d'enseignement ») - et non à des maîtres de morale ou à des maîtres de religion.

B.13.1. A la suite de sa modification par l'article 33 du décret du 11 avril 2014 « modifiant notamment le décret du 30 juin 2006 relatif à l'organisation pédagogique du 1^{er} degré de l'enseignement secondaire », l'article 15 du décret du 24 juillet 1997 « définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre » dispose :

« Chaque établissement d'enseignement permet à chaque élève de progresser à son rythme, en pratiquant l'évaluation formative et la pédagogie différenciée.

Dans l'enseignement ordinaire,

1° l'élève amené à parcourir la deuxième étape de l'enseignement obligatoire en cinq ans plutôt qu'en quatre peut suivre l'année complémentaire adaptée à ses besoins d'apprentissage dans le même établissement;

2° l'élève amené à parcourir le premier degré de l'enseignement secondaire en trois ans plutôt qu'en deux peut suivre l'année supplémentaire adaptée à ses besoins d'apprentissage dans le même établissement.

Dans le cadre des dispositions fixées par le décret du 30 juin 2006 relatif à l'organisation pédagogique du premier degré de l'enseignement secondaire, le projet d'établissement visé à l'article 67 fixe les modalités selon lesquelles est organisé le parcours en trois ans du premier degré ou en cinq ans de la deuxième étape de l'enseignement obligatoire.

Dans l'enseignement spécialisé, l'élève évolue selon son rythme d'apprentissage et ses potentialités dans les différents degrés de maturité sur avis du Conseil de classe ».

B.13.2. L'« évaluation formative » est l'« évaluation effectuée en cours d'activité et visant à apprécier le progrès accompli par l'élève et à comprendre la nature des difficultés qu'il rencontre lors d'un apprentissage ». Cette évaluation « a pour but d'améliorer, de corriger ou de réajuster le cheminement de l'élève » et « se fonde en partie sur l'auto-évaluation » (article 5, 17^o, du décret du 24 juillet 1997, modifié par l'article 75, c), du décret du 12 juillet 2012 « organisant la certification par unités d'acquis d'apprentissage (CPU) dans l'enseignement secondaire qualifiant et modifiant diverses dispositions relatives à l'enseignement secondaire »).

La « pédagogie différenciée » est la « démarche d'enseignement qui consiste à varier les méthodes pour tenir compte de l'hétérogénéité des classes ainsi que de la diversité des modes et des besoins d'apprentissage des élèves » (article 5, 19^o, du décret du 24 juillet 1997, modifié par l'article 75, c), du décret du 12 juillet 2012).

B.13.3. L'article 15 du décret du 24 juillet 1997 s'applique tant aux établissements visés à l'article 39, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du décret du 13 juillet 1998 qu'à l'enseignement fondamental libre confessionnel subventionné par la Communauté française (article 1^{er} du décret du 24 juillet 1997).

L'obligation, énoncée à l'article 15, alinéa 1^{er}, de ce décret, de permettre à chaque élève de progresser à son rythme, en pratiquant l'évaluation formative et la pédagogie différenciée, vaut donc tant pour les établissements visés à l'article 39, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du décret du 13 juillet 1998 que pour les établissements de l'enseignement primaire libre confessionnel subventionné par cette Communauté et qui ne proposent à leurs élèves que le cours de religion catholique.

B.14. Examinant la compatibilité, avec l'article 24, § 4, de la Constitution, du régime d'encadrement spécifique prévu par la disposition de l'avant-projet de décret qui est à l'origine de l'article 39, § 3, du décret du 13 juillet 2016, la section de législation du Conseil d'Etat observait :

« Il convient d'examiner si ce régime d'encadrement spécifique, qui ne concerne que les établissements de l'enseignement officiel et ceux de l'enseignement libre non confessionnel qui offrent le choix entre les différents cours de religion et de morale non confessionnelle, est justifié au regard du principe d'égalité consacré par l'article 24, § 4, de la Constitution.

[...]

En l'occurrence, le fait que les établissements de l'enseignement officiel soient tenus d'offrir le choix entre les différents cours de religion et le cours de morale non confessionnelle, en vertu de l'article 24, § 1^{er}, alinéa 4, de la Constitution, est une différence objective entre les établissements qui peut justifier qu'un supplément d'encadrement leur soit octroyé afin de permettre une organisation optimale de ces cours. On peut par ailleurs admettre que, dans le cadre de l'introduction d'un cours de philosophie et de citoyenneté en lieu et place d'une des deux périodes consacrées aux cours de religion et de morale, des mesures particulières soient prises afin d'assurer un encadrement supplémentaire, compte tenu de l'objectif poursuivi par le Gouvernement de ne pas entraîner de pertes d'emplois. On attirera toutefois l'attention de l'auteur de l'avant-projet sur les difficultés suivantes.

[...]

L'article 39, § 3, en projet du décret du 13 juillet 1998 ne se contente pas de prévoir que les périodes supplémentaires qui seraient générées seront consacrées aux membres du personnel dont la charge aurait été diminuée, mais permet, si après cette opération il reste encore des périodes supplémentaires, de les utiliser ' pour assurer de l'adaptation et du soutien pédagogique ' dans le cadre de la mise en œuvre de l'article 15, alinéa 1^{er}, du décret du 24 juillet 1997. On n'aperçoit pas en l'occurrence ce qui pourrait justifier cette mesure au regard du principe d'égalité. Non seulement rien ne justifie que seuls les établissements officiels puissent bénéficier de périodes supplémentaires pour de l'adaptation et du soutien pédagogique mais, en plus, le régime spécifique d'encadrement ne peut être conçu qu'à durée limitée, le temps nécessaire à limiter les pertes d'emplois résultant de l'introduction du cours de philosophie et de citoyenneté.

L'article 5 de l'avant-projet sera réexaminé en conséquence » (*Doc. parl.*, Parlement de la Communauté française, 2015-2016, n° 312/1, pp. 59-60).

B.15. A cette observation de la section de législation du Conseil d'Etat, il fut répondu lors des travaux préparatoires de la disposition attaquée :

« Concernant la remarque relative à l'inégalité de traitement, il peut lui être répondu que, conformément à l'engagement pris dans la DPC, le volume global de l'emploi est maintenu. En effet, le RLMOA correspond à l'encadrement qui aurait été attribué sans réforme (ni dispense, ni introduction d'une heure de philosophie et citoyenneté commune) » (*Doc. parl.*, Parlement de la Communauté française, 2015-2016, n° 312/1, p. 7; *ibid.*, n° 312/3, p. 7).

La « DPC », c'est-à-dire la « Déclaration de politique communautaire 2014 », faite par le Gouvernement au Parlement le 23 juillet 2014, indique que l'instauration d'un « cours commun d'éducation à la citoyenneté » ne peut, « en aucun cas, entraîner la perte d'emploi pour les enseignants concernés en place » (*Doc. parl.*, Parlement de la Communauté française, 2015-2016, n° 312/1, p. 4).

B.16. Comme le relève la section de législation du Conseil d'Etat, l'objectif d'éviter des pertes d'emploi ne permet pas de justifier, au regard de l'article 24, § 4, de la Constitution, que les « périodes pour de l'adaptation et du soutien pédagogique » dont il est question à l'article 39, § 3, alinéas 6 à 8, du décret du 13 juillet 1998, inséré par l'article 5 du décret du 13 juillet 2016, et qui sont attribuées aux établissements visés à l'article 39, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du décret du 13 juillet 1998, ne soient pas aussi attribuées aux établissements de l'enseignement libre confessionnel subventionné par la Communauté française et qui ne proposent à leurs élèves que le cours de religion catholique.

Comme il est dit en B.13, ces deux catégories d'établissements sont tenues par l'obligation qui découle de l'article 15 du décret du 24 juillet 1997.

En outre, comme il est dit en B.12, l'objectif poursuivi par le Gouvernement de ne pas entraîner de pertes d'emplois est atteint par les règles énoncées à l'article 39, § 3, alinéas 3 à 5, du décret du 13 juillet 1998.

B.17. La différence de traitement que l'article 39, § 3, alinéas 6 à 8, du décret du 13 juillet 1998, inséré par l'article 5 du décret du 13 juillet 2016, introduit entre, d'une part, les établissements visés à l'article 39, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du décret du 13 juillet 1998, et, d'autre part, les établissements de l'enseignement libre confessionnel subventionné par la Communauté française et qui ne proposent à leurs élèves que le cours de religion catholique est dénuée de justification raisonnable.

B.18. Le premier moyen est, dans cette mesure, fondé.

B.19. Afin d'éviter que l'annulation qui en résulte ne modifie rétroactivement la situation des maîtres d'adaptation et de soutien pédagogique visés en B.12 auxquels ont été attribuées les « périodes pour de l'adaptation et du soutien pédagogique » dont il est question dans la disposition attaquée, il y a lieu, en application de l'article 8, alinéa 3, de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour constitutionnelle, de maintenir les effets de la disposition annulée ainsi qu'il est indiqué au dispositif.

Quant au moyen relatif à l'article 14 du décret de la Communauté française du 13 juillet 2016

B.20. Il ressort des développements du moyen que la Cour est invitée à statuer sur la compatibilité de l'article 43bis, §§ 2 et 5, du décret du 3 mars 2004, tel qu'il est inséré par l'article 14 du décret du 13 juillet 2016, avec l'article 24, § 4, de la Constitution, en ce que cette disposition permettrait que, au-delà des « périodes » nécessaires à l'organisation du cours de morale non confessionnelle, des cours de religion, et des cours de philosophie et de citoyenneté, soient attribuées aux établissements de l'enseignement primaire spécialisé auxquels ces dispositions s'appliquent, des « périodes » sans lien avec le maintien de l'emploi des maîtres de morale non confessionnelle et des maîtres de religion en fonction le 30 juin 2016.

B.21. L'article 43bis, § 2, du décret du 3 mars 2004, tel qu'il est inséré par l'article 14 du décret du 13 juillet 2016, énonce les règles permettant de déterminer le « nombre maximal de périodes qui peuvent être utilisées pour l'organisation des différents cours de religion, de morale non confessionnelle et de philosophie et de citoyenneté ».

Il ressort des termes clairs de l'article 43bis, § 5, du décret du 3 mars 2004, tel qu'il est inséré par l'article 14 du décret du 13 juillet 2016, que celles de ces « périodes » qui ne sont pas « nécessaires » à l'organisation des cours précités ne peuvent être utilisées que lorsqu'elles sont « nécessaires au maintien du volume de charge équivalent aux attributions au 30 juin 2016, des maîtres de religion et de morale non confessionnelle, définitifs ou temporaires prioritaires ».

La même disposition précise que le « nombre maximal » précité « ne peut être utilisé que pour l'encadrement des cours de religion, de morale non confessionnelle et de philosophie et de citoyenneté » et que les « périodes de cours excédentaires ne peuvent en aucun cas faire l'objet d'un transfert vers le personnel enseignant ou vers d'autres catégories de personnel ».

B.22. Reposant sur une lecture erronée de la disposition attaquée, le moyen n'est pas fondé.

Par ces motifs,

la Cour

- annule l'article 39, § 3, alinéas 6 à 8, du décret de la Communauté française du 13 juillet 1998 « portant organisation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire et modifiant la réglementation de l'enseignement », inséré par l'article 5 du décret de la Communauté française du 13 juillet 2016 « relatif à la mise en œuvre d'un cours de philosophie et de citoyenneté dans l'enseignement fondamental ainsi qu'au maintien de l'encadrement pédagogique alternatif dans l'enseignement secondaire »;

- maintient définitivement les effets des dispositions annulées jusques et y compris l'année scolaire 2018-2019;

- rejette le recours pour le surplus.

Ainsi rendu en langue française, en langue néerlandaise et en langue allemande, conformément à l'article 65 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour constitutionnelle, le 19 juillet 2018.

Le greffier,
P.-Y. Dutilleux

Le président,
J. Spreutels

GRONDWETTELIJK HOF

[2018/203856]

Uittreksel uit arrest nr. 114/2018 van 19 juli 2018

Rolnummer 6547

In zake : het beroep tot vernietiging van artikel 39, § 3, derde tot achtste lid, van het decreet van de Franse Gemeenschap van 13 juli 1998 betreffende de organisatie van het gewoon kleuteronderwijs en lager onderwijs en de wijziging van de onderwijswetgeving, en van artikel 43bis, § 2 en 5, van het decreet van de Franse Gemeenschap van 3 maart 2004 houdende organisatie van het gespecialiseerd onderwijs, zoals die artikelen respectievelijk vervangen en ingevoegd zijn bij de artikelen 5 en 14 van het decreet van de Franse Gemeenschap van 13 juli 2016 betreffende de invoering van een cursus filosofie en burgerzin in het basisonderwijs en betreffende het behoud van de alternatieve pedagogische begeleiding in het secundair onderwijs, ingesteld door de vzw « Secrétariat Général de l'Enseignement Catholique en Communautés française et germanophone ».

Het Grondwettelijk Hof,

samengesteld uit de voorzitters J. Spreutels en A. Alen, en de rechters L. Lavrysen, J.-P. Snappe, J.-P. Moerman, E. Derycke, T. Merckx-Van Goey, F. Daoût, T. Giet en J. Moerman, bijgestaan door de griffier P.-Y. Dutilleux, onder voorzitterschap van voorzitter J. Spreutels,

wijst na beraad het volgende arrest :

I. *Onderwerp van het beroep en rechtspleging*

Bij verzoekschrift dat aan het Hof is toegezonden bij op 23 november 2016 ter post aangetekende brief en ter griffie is ingekomen op 25 november 2016, heeft de vzw « Secrétariat Général de l'Enseignement Catholique en Communautés française et germanophone », bijgestaan en vertegenwoordigd door Mr. M. Kaiser en Mr. M. Verdussen, advocaten bij de balie te Brussel, beroep tot vernietiging ingesteld van artikel 39, § 3, derde tot achtste lid, van het decreet van de Franse Gemeenschap van 13 juli 1998 betreffende de organisatie van het gewoon kleuteronderwijs en lager onderwijs en de wijziging van de onderwijswetgeving, en van artikel 43bis, § 2 en 5, van het decreet van de Franse Gemeenschap van 3 maart 2004 houdende organisatie van het gespecialiseerd onderwijs, zoals die artikelen respectievelijk zijn vervangen en ingevoegd bij de artikelen 5 en 14 van het decreet van de Franse Gemeenschap van 13 juli 2016 betreffende de invoering van een cursus filosofie en burgerzin in het basisonderwijs en betreffende het behoud van de alternatieve pedagogische begeleiding in het secundair onderwijs (bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 10 augustus 2016).

(...)

II. *In rechte*

(...)

B.1. Artikel 5 van het decreet van de Franse Gemeenschap van 13 juli 2016 « betreffende de invoering van een cursus filosofie en burgerzin in het basisonderwijs en betreffende het behoud van de alternatieve pedagogische begeleiding in het secundair onderwijs » vervangt artikel 39 van het decreet van de Franse Gemeenschap van 13 juli 1998 « betreffende de organisatie van het gewoon kleuteronderwijs en lager onderwijs en de wijziging van de onderwijswetgeving » door de volgende tekst :

« § 1. In elke vestiging van de inrichtingen van het gewoon officieel onderwijs dat door de Franse Gemeenschap wordt georganiseerd of gesubsidieerd en van de inrichtingen van het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde niet confessioneel vrij onderwijs die de keuze bieden tussen de verschillende cursussen godsdienst of niet confessionele zedenleer, wordt een cursus niet confessionele zedenleer, godsdienst, of filosofie en burgerzin, wanneer de leerlingen vrijgesteld worden van de cursus godsdienst of zedenleer, georganiseerd zodra een leerling ingeschreven is voor één van die cursussen, overeenkomstig artikel 8 van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving. In voorkomend geval, wordt de cursus opgericht of afgeschaft in de loop van het schooljaar.

Die cursus moet georganiseerd worden in het continurooster van de verplichte wekelijkse lestijden.

Het aantal groepen, dat van 1 oktober tot 30 september van het volgende jaar van toepassing is, wordt, voor de meest gevolgde cursus, vastgesteld overeenkomstig de hierna bedoelde tabel, die alle leerlingen van de vestiging meetelt die op 30 september van het lopende schooljaar ingeschreven zijn :

Aantal leerlingen	Aantal groepen
tot 25 leerlingen	1 groep
vanaf 26 leerlingen	2 groepen
vanaf 45 leerlingen	3 groepen
vanaf 72 leerlingen	4 groepen
vanaf 93 leerlingen	5 groepen
vanaf 115 leerlingen	6 groepen
vanaf 141 leerlingen	7 groepen
vanaf 164 leerlingen	8 groepen
vanaf 187 leerlingen	9 groepen
vanaf 210 leerlingen	10 groepen
vanaf 233 leerlingen	11 groepen
+ 23 leerlingen	+ 1 groep

De minst gevolgde cursussen tellen hetzelfde aantal groepen als de meest gevolgde cursus, maar mogen niet meer dan één groep per jaar bedragen, behalve indien de toepassing van de tabel van het derde lid een gunstiger resultaat oplevert. Verder mag een groep niet minder dan 5 leerlingen omvatten, behalve indien effectief minder dan 5 leerlingen de les volgen. Indien een vestigingsplaats leerlingen telt die enerzijds verdeeld zijn over het eerste en het tweede leerjaar lager onderwijs en anderzijds over het derde, vierde, vijfde en zesde leerjaar lager onderwijs, dan kunnen voor de minst gevolgde cursus twee groepen worden georganiseerd indien er minstens twee groepen zijn in de meest gevolgde cursus.

De minst gevolgde cursus wordt per graad georganiseerd indien de meest gevolgde cursus effectief minstens één groep per graad telt.

Een groep omvat één lestijd.

Een leerling die een minder gevolgde cursus moet volgen die niet simultaan met de meest gevolgde cursus gegeven wordt, kan slechts uit zijn klasgroep worden weggehaald op het ogenblik van de geleide activiteiten bedoeld in artikel 2, 25°, op voorwaarde dat deze geen nieuwe verwerving inhouden van de kennis en bekwaamheden bedoeld in artikel 16, § 3 van voornoemd decreet van 24 juli 1997.

§ 2. Voor de in § 1 bedoelde inrichtingen stemt het aantal lestijden voor de cursus filosofie en burgerzin die aan alle leerlingen wordt verstrekt overeenkomstig artikel 8, derde lid, van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving, overeen met het aantal organiseerbare klassen dat wordt bepaald op grond van artikel 29, § 1, van dit decreet.

De overschotten die in artikel 34 bedoeld zijn, de lestijden die worden gecreëerd voor de aanvullende begeleiding voor het eerste en het tweede leerjaar bedoeld in artikel 31*bis*, § 1, de lestijden die worden toegekend aan de in artikel 33, § 3 en 4 bedoelde taakleraren, en de lestijden voor de gedifferentieerde begeleiding bedoeld in artikel 9, § 1, eerste lid, van het decreet van [30] april 2009 houdende organisatie van een gedifferentieerde omkadering binnen de schoolinrichtingen van de Franse Gemeenschap om alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te bieden in een kwaliteitsvolle pedagogische omgeving, kunnen ook gebruikt worden om de in het eerste lid bedoelde cursus filosofie en burgerzin te verstrekken.

§ 3. Het totaal aantal lestijden die voor elke inrichting worden toegekend voor de cursussen godsdienst, niet confessionele zedenleer en filosofie en burgerzin, berekend overeenkomstig § 1, en voor de cursussen filosofie en burgerzin, berekend overeenkomstig § 2, maakt het RLMOD (Godsdienst Zedenleer) uit. Elke inrichting geniet minstens het aantal RLMOD-lestijden die ze creëert.

Die RLMOD-lestijden worden toegekend binnen de vestigingen overeenkomstig de prioriteitsvolgorde bepaald in titel II van het decreet van 13 juli 2016 betreffende de invoering van een cursus filosofie en burgerzin in het basisonderwijs en betreffende het behoud van de alternatieve pedagogische begeleiding in het secundair onderwijs, en, zo niet, overeenkomstig de regels van het administratief statuut waaronder het personeelslid ressorteert.

Het totaal aantal lestijden godsdienst en niet confessionele zedenleer die op 1 oktober 2014 voor elke inrichting werden toegekend, vermenigvuldigd met een demografische factor, maakt het RLMOA uit, bepaald met de wiskundige afronding. Die demografische factor is gelijk aan het aantal leerlingen van het lager onderwijs die op 30 september 2016 regelmatig ingeschreven zijn, gedeeld door het aantal leerlingen van het lager onderwijs die op 30 september 2014 regelmatig ingeschreven waren.

Het verschil tussen het RLMOA van de inrichting en het RLMOD van het geheel van de vestigingen van de inrichting bepaalt een aantal lestijden. Dat - positieve of negatieve - aantal wordt geglobaliseerd bij de diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap. De vestigingen die op 1 oktober 2014 geen lager onderwijs organiseerden, creëren geen lestijd die te globaliseren is.

Op dat aantal in het vorige lid bedoelde geglobaliseerde lestijden wordt, in voorkomend geval, een aantal lestijden automatisch uitgetrokken voor de inrichtingen van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs en voor de inrichtende machten van het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde onderwijs waarvan het RLMOD het niet mogelijk maakt om, naar gelang van het geval, binnen de inrichting of de inrichtende macht, aan de vastbenoemde of prioritaair tijdelijke leermeesters godsdienst en niet confessionele zedenleer, een opdrachenvolume toe te kennen dat gelijk is met de toekenning ervan op 30 juni 2016, overeenkomstig de prioriteitsvolgorde bepaald in titel II van het decreet van 13 juli 2016 betreffende de invoering van een cursus filosofie en burgerzin in het basisonderwijs en betreffende het behoud van de alternatieve pedagogische begeleiding in het secundair onderwijs, en, zo niet, overeenkomstig de regels van het administratief statuut waaronder het personeelslid ressorteert. Die lestijden worden gebruikt om de cursussen godsdienst, niet confessionele zedenleer en filosofie en burgerzin te verstrekken. Ze verhogen, in voorkomend geval, de aantallen groepen bepaald overeenkomstig § 1.

Het overschot van het geglobaliseerde aantal lestijden na het in het vorige lid bedoelde uittrekken, wordt toegekend aan de inrichtingen, in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs, en aan de inrichtende machten, in het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde onderwijs, bedoeld in § 1, om te zorgen voor aanpassing en pedagogische ondersteuning met het oog op het uitvoeren, coördineren en ondersteunen van opvoedingsactiviteiten die uitsluitend tot doel hebben artikel 15, eerste lid, van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren, toe te passen.

Alleen de inrichtingen, in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs, en de inrichtende machten, in het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde onderwijs, bedoeld in § 1, die positief bijdragen tot het aantal geglobaliseerde lestijden, krijgen lestijden voor aanpassing en pedagogische ondersteuning. Het aantal lestijden bestemd voor de aanpassing en de pedagogische ondersteuning is gelijk aan het in het vierde lid bedoelde positieve aantal, gewogen met een coëfficiënt die gelijk is met de verhouding tussen het aantal lestijden van het in het vorige lid bedoelde overschot en het aantal geglobaliseerde lestijden. Het resultaat wordt naar de lagere eenheid afgerond.

Het gebruik van de in het vorige lid bedoelde lestijden wordt toegelaten zodra het aantal ervan door de diensten van de Regering wordt megedeeld en tot volgende 30 september. Dat gebruik behoort tot de bevoegdheid van de in § 1 bedoelde inrichtende macht, in het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde onderwijs, en van het inrichtingshoofd, in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs, na het advies van de in artikel 25 bedoelde overlegorganen te hebben ingewonnen.

§ 4. De vestigingen organiseren de cursussen godsdienst, niet confessionele zedenleer en begeleiding van de leerlingen die ervan worden vrijgesteld één van die cursussen te volgen gedurende de maand september volgens dezelfde vormen en nadere regels als die van het voorafgaande schooljaar ».

B.2. Die bepaling is in werking getreden in het begin van « het schooljaar 2016-2017 » (artikel 39 van het decreet van 13 juli 2016).

B.3. Artikel 14 van het decreet van 13 juli 2016 voegt in het decreet van de Franse Gemeenschap van 3 maart 2004 « houdende organisatie van het gespecialiseerd onderwijs » een artikel 43*bis* in, luidend als volgt :

« § 1. In de door de Franse Gemeenschap georganiseerde inrichtingen voor gespecialiseerd lager onderwijs en in de inrichtingen voor gespecialiseerd lager onderwijs van het officieel gesubsidieerd onderwijs en van het niet-confessioneel vrij gesubsidieerd onderwijs die de keuze bieden tussen de verschillende cursussen godsdienst of niet confessionele zedenleer, wordt een cursus niet confessionele zedenleer, godsdienst, of filosofie en burgerzin, wanneer de leerlingen worden vrijgesteld van de cursus godsdienst of zedenleer, georganiseerd, zodra een leerling ingeschreven is voor één van die cursussen, overeenkomstig artikel 8 van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving. In voorkomend geval, wordt de cursus opgericht of afgeschaft in de loop van het schooljaar.

Die cursus moet georganiseerd worden in het continuooster van de verplichte wekelijkse lestijden.

Het aantal groepen, dat van 1 oktober tot 30 september van het volgende schooljaar van toepassing is, wordt, voor de cursus die het meest wordt gevolgd, vastgesteld op grond van het aantal leerlingen van de meest gevolgde cursus, gedeeld door het kencijfer van het in artikel 38 van dit decreet bepaalde onderwijstype.

§ 2. Het aantal groepen van de meest gevolgde cursus wordt vermenigvuldigd met twee om het aantal lestijden te [bepalen] die behoren tot het bruikbare lestijdenpakket.

Dat aantal wordt vermenigvuldigd met het aantal georganiseerde cursussen, om het maximaal aantal lestijden die kunnen worden gebruikt voor de organisatie van de verschillende cursussen godsdienst, niet confessionele zedenleer en filosofie en burgerzin, te kennen.

§ 3. De cursus niet confessionele zedenleer, godsdienst of filosofie en burgerzin, wanneer de leerlingen worden vrijgesteld van de cursus godsdienst of zedenleer, wordt per groep georganiseerd.

Een groep omvat één lestijd voor een cursus.

§ 4. Voor de in § 1 bedoelde inrichtingen, stemt het aantal lestijden voor de cursus filosofie en burgerzin die aan alle leerlingen wordt verstrekt overeenkomstig artikel 8, vierde lid, van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving, met het aantal klassen overeen.

§ 5. Naast de lestijden die noodzakelijk zijn voor de organisatie van de verschillende cursussen godsdienst, niet confessionele zedenleer en filosofie en burgerzin, kunnen op het maximaal aantal lestijden alleen de lestijden worden uitgetrokken die noodzakelijk zijn voor het behoud van het volume van de opdracht dat gelijkwaardig is met de toekenningen op 30 juni 2016 van de vastbenoemde of tijdelijk prioritaire leermeesters godsdienst en niet confessionele zedenleer, overeenkomstig de prioritaire volgorde bepaald in titel II van het decreet van 13 juli 2016 betreffende de invoering van een cursus filosofie en burgerzin in het basisonderwijs en betreffende het behoud van de alternatieve pedagogische begeleiding in het secundair onderwijs, en, in voorkomend geval, overeenkomstig de regels van het administratief statuut waaronder het personeelslid ressorteert.

Het maximaal aantal lestijden bedoeld in paragraaf 2, tweede lid, kan alleen worden gebruikt voor de begeleiding van de cursussen godsdienst, niet confessionele zedenleer en filosofie en burgerzin.

De overblijvende lestijden van een cursus kunnen geenszins worden overgedragen naar het onderwijzend personeel of naar andere personeelscategorieën.

§ 6. De vestigingen organiseren de cursussen godsdienst, niet confessionele zedenleer en de begeleiding van de leerlingen die van één van die cursussen vrijgesteld zijn gedurende de maand september volgens dezelfde vormen en nadere regels als die van het vorige schooljaar ».

B.4. Die bepaling is in werking getreden in het begin van « het schooljaar 2016-2017 » (artikel 39 van het decreet van 13 juli 2016).

B.5. Bij artikel 41 van het decreet van de Franse Gemeenschap van 19 juli 2017 « betreffende de invoering van een cursus filosofie en burgerzin in het secundair onderwijs en houdende verschillende aanpassingen in het basisonderwijs » wordt in artikel 39 van het decreet van 13 juli 1998 een paragraaf *2bis* ingevoegd. Bij artikel 42 van het decreet van 19 juli 2017 worden in paragraaf 3 van artikel 39 van het decreet van 13 juli 1998 verscheidene wijzigingen aangebracht.

Bij de artikelen 44 en 45 van het decreet van 19 juli 2017 worden respectievelijk de paragrafen 5 en 6 van artikel 43*bis* van het decreet van 3 maart 2004 vervangen.

Al die wijzigingen zijn echter zonder weerslag voor het onderzoek van het thans voorliggende beroep. Het Hof kan de grenzen van zijn saisine niet uitbreiden.

Ten aanzien van het belang van het « Secrétariat Général de l'Enseignement Catholique et Communautés française et germanophone »

B.6. Wanneer een vereniging zonder winstoogmerk die niet haar persoonlijk belang aanvoert, een beroep tot vernietiging instelt, is vereist dat haar maatschappelijk doel van bijzondere aard is en, derhalve, onderscheiden van het algemeen belang; dat zij een collectief belang verdedigt; dat haar maatschappelijk doel door de bestreden norm kan worden geraakt; dat ten slotte niet blijkt dat dit maatschappelijk doel niet of niet meer werkelijk wordt nagestreefd.

B.7.1. Uit de parlementaire voorbereiding van de bestreden bepalingen (*Parl. St.*, Parlement van de Franse Gemeenschap, 2015-2016, nr. 312/1, pp. 7 en 58; *ibid.*, nr. 312/3, p. 6) alsook uit het proces-verbaal en het protocol die op 18 mei 2016 door het « comité voor de onderhandeling tussen de Regering van de Franse Gemeenschap en de vertegenwoordigings- en coördinatieorganen van de inrichtende machten van het onderwijs en van de gesubsidieerde P.M.S.-centra die door de Regering erkend worden » werden opgesteld en door de verzoekende vereniging werden voorgelegd, blijkt dat het voorontwerp van decreet dat aan de oorsprong ligt van het decreet van 13 juli 2016, aan dat comité is voorgelegd.

Dat comité is onder meer samengesteld uit een « delegatie van de vertegenwoordigingsorganen » die leden kan tellen die het « Secrétariat Général de l'Enseignement Catholique » vertegenwoordigen (artikel 5, § 1 en 3, van het decreet van de Franse Gemeenschap van 20 juli 2006 « betreffende de onderhandeling met de vertegenwoordigings- en coördinatieorganen van de Inrichtende Machten van het onderwijs en van de gesubsidieerde P.M.S.-centra », gewijzigd bij artikel 36, 3), van het programmadecreet van 15 december 2010).

Uit de door de verzoekende vereniging voorgelegde documenten blijkt dat zij vertegenwoordigd was op de vergadering van 18 mei 2016 die dat comité heeft gewijd aan de bespreking van het voormelde voorontwerp van decreet.

B.7.2. Die deelname aan de procedure van aanneming van de bestreden bepalingen toont aan dat die het maatschappelijk doel van de verzoekende vereniging rechtstreeks en ongunstig kunnen raken.

De verzoekende vereniging doet dus blijken van het vereiste belang.

B.8. Het beroep tot vernietiging is ontvankelijk.

Ten aanzien van het middel met betrekking tot artikel 5 van het decreet van de Franse Gemeenschap van 13 juli 2016

B.9. Uit de uiteenzetting van het middel blijkt dat het Hof wordt verzocht uitspraak te doen over de bestaanbaarheid van artikel 39, § 3, zesde tot achtste lid, van het decreet van 13 juli 1998, zoals dat is ingevoegd bij artikel 5 van het decreet van 13 juli 2016, met artikel 24, § 4, van de Grondwet, in zoverre die bepalingen een discriminerend verschil in behandeling zouden invoeren tussen twee categorieën van inrichtingen voor gewoon lager onderwijs: enerzijds, de inrichtingen van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs, de inrichtingen van het door die Gemeenschap gesubsidieerde officieel onderwijs en de inrichtingen van het niet-confessioneel vrij onderwijs die de keuze bieden tussen de cursus niet-confessionele zedenleer en de cursussen godsdienst en, anderzijds, de inrichtingen van het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde confessioneel vrij onderwijs die enkel de cursus katholieke godsdienst aanbieden.

De bestreden bepalingen zouden het mogelijk maken « lestijden » toe te kennen aan de onderwijsinstellingen van de eerste categorie om te « zorgen voor aanpassing en pedagogische ondersteuning met het oog op het uitvoeren, coördineren en ondersteunen van opvoedingsactiviteiten die uitsluitend tot doel hebben artikel 15, eerste lid, van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren, toe te passen », terwijl de inrichtingen van het confessioneel vrij onderwijs die enkel de cursus katholieke godsdienst aanbieden, geen aanspraak kunnen maken op de toekenning van dergelijke lestijden met toepassing van de bestreden bepalingen.

B.10. Artikel 24, § 4, van de Grondwet bepaalt :

« Alle leerlingen of studenten, ouders, personeelsleden en onderwijsinstellingen zijn gelijk voor de wet of het decreet. De wet en het decreet houden rekening met objectieve verschillen, waaronder de eigen karakteristieken van iedere inrichtende macht, die een aangepaste behandeling verantwoorden ».

Die bepaling vestigt, op het vlak van onderwijs, het beginsel van gelijkheid en niet-discriminatie dat is afgeleid uit de artikelen 10 en 11 van de Grondwet.

B.11.1. De regels uitgedrukt in artikel 39, § 3, van het decreet van 13 juli 1998, ingevoegd bij artikel 5 van het decreet van 13 juli 2016, strekken ertoe te beletten dat de invoering van de cursus filosofie en burgerzin in sommige onderwijsinstellingen tot verlies van tewerkstelling leidt onder de leerkrachten die, vóór de oprichting van die cursus, de cursussen godsdienst en niet-confessionele zedenleer verstreken die gedeeltelijk door de nieuwe cursussen zullen worden vervangen (*Parl. St.*, Parlement van de Franse Gemeenschap, 2015-2016, nr. 312/1, p. 4).

B.11.2. De voormelde regels, die de « berekening van de begeleiding » van die cursussen ten doel hebben, zijn ingegeven door de « wil om het totale aantal lestijden voor de organisatie van de filosofische cursussen te handhaven » (*ibid.*, p. 4), en worden als volgt besproken in de memorie van toelichting bij het ontwerp van decreet dat aan de oorsprong ligt van het decreet van 13 juli 2016 :

« Dit artikel betreft enkel het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde en georganiseerde officieel onderwijs alsook het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde niet-confessioneel vrij onderwijs dat de keuze biedt tussen de verschillende cursussen godsdienst of niet-confessionele zedenleer.

Paragraaf 1 van dat artikel past de huidige wetgeving aan door voor de berekening van het RLMO een extra categorie (die van de vrijgestelde leerlingen) in het leven te roepen. Hij bepaalt het aantal groepen die (uitgaande van de meest gevolgde groep) kunnen worden georganiseerd voor de filosofische cursussen en de vrijstelling.

In paragraaf 2 wordt de toekenning van de lestijden voor de gemeenschappelijke cursus filosofie en burgerzin vastgelegd : zij stemt overeen met het aantal georganiseerde klassen. In die paragraaf worden de aanvullende lestijden aangegeven die kunnen worden gebruikt om de cursus filosofie en burgerzin te verstrekken.

In paragraaf 3 wordt in drie stappen voorzien voor de berekening.

In een eerste stap wordt het RLMO (waarbij de ' D ' verwijst naar de vrijstelling (' dispense ') per vestiging bepaald. Het gaat om de lestijden die noodzakelijk zijn voor de invoering van de nieuwe cursus van één lestijd filosofie en burgerzin die gemeenschappelijk is voor alle leerlingen, de verschillende cursussen (één lestijd) godsdienst en niet-confessionele zedenleer, rekening houdend met de door de ouders uiterlijk op 15 september geformuleerde keuze, en om de tweede lestijd burgerzin voor de leerlingen die om de vrijstelling hebben verzocht.

Die RLMO-lestijden worden gebruikt door de vestiging die ze heeft doen ontstaan en worden aangewend volgens de overgangsregels bepaald in titel II en, bij gebreke daarvan, in de regels van het administratief statuut waarvan het personeelslid afhangt (KB van 22 maart 1969, KB van 25 oktober 1971, decreet van 6 juni 1994, decreet van 1 februari 1993, decreet van 3 maart 2006).

In een tabel die als bijlage I gaat, wordt een voorbeeld gegeven van de RLMO-berekening voor drie qua leerlingenaantal representatieve vestigingen. Voor elk voorbeeld van vestiging illustreert het eerste deel van de tabel het invoeren, door de scholen, van de schoolbevolkingscijfers per studiejaar voor de filosofische cursussen en de vrijstelling (voorbeeld : aantal leerlingen in het eerste leerjaar lager onderwijs (P1)). Dat levert een totaal aantal leerlingen per cursus op, dat het mogelijk maakt, door de gebruikelijke berekening toe te passen, het aantal groepen te bepalen die kunnen worden georganiseerd. Die groepen bepalen een totaal aantal lestijden (in de tabel ' A ' genaamd) : een groep is gelijk aan één lestijd.

Voor elk voorbeeld van een vestiging illustreert het tweede deel van de tabel de berekening van lestijden voor de cursussen filosofie en burgerzin (CFB). Uitgaande van het totale aantal leerlingen die in de vestiging zijn ingeschreven, wordt een ' lestijdenpakket ' gegenereerd. Dat aantal lestijden gedeeld door 26 (en afgerond naar de lagere eenheid) geeft het aantal klassen aan die door de vestiging kunnen worden georganiseerd. Dat aantal klassen die kunnen worden georganiseerd bepaalt het aantal lestijden om de CFB te organiseren (in de tabel ' B ' genaamd).

De som van het aantal lestijden (A) om de filosofische cursussen en de vrijstelling te organiseren wordt opgeteld bij het aantal lestijden (B) om de CFB te organiseren. Dat vormt het RLMO van de vestiging (A + B).

Vervolgens wordt per inrichting het RLMOA 2014 (waarbij de ' A ' staat voor ' aangepast ', aangepast aan de demografie) berekend. Het RLMOA 2014 stemt overeen met het RLMO-volume op 1 oktober 2014 (telling van 30 september) vermenigvuldigd met een factor, waarbij rekening wordt gehouden met de demografische evolutie tussen 2014 en 2016.

In een tweede stap vormt het verschil tussen het RLMOA en het RLMO een op het niveau van de diensten van de Regering (Direction générale de l'enseignement obligatoire (DGEO)) geglobaliseerde reserve van lestijden.

Van die reserve worden lestijden automatisch uitgetrokken en toegekend ten voordele van de directies en de IM van wie het RLMO onvoldoende is om aan de vastbenoemde en prioritair tijdelijke leermeesters godsdienst of zedenleer een aantal lestijden toe te kennen dat overeenstemt met de toekenning ervan op 30 juni 2016. Die lestijden worden gebruikt om de cursussen godsdienst, niet-confessionele zedenleer en filosofie en burgerzin te verstrekken, waarbij, indien nodig, wordt afgeweken van het aantal opgerichte groepen en de minimale grootte van die groepen.

Onder toekenning op 30 juni 2016 dient te worden verstaan de laatste toekenningen van het schooljaar 2015-2016, en uiterlijk op 30 juni 2016. In die toekenningen zijn eveneens inbegrepen de lestijden alternatief pedagogisch onderwijs gepresteerd door leermeesters godsdienst-zedenleer die lestijden hebben verloren wegens de mogelijkheid om van de cursussen godsdienst-zedenleer te worden vrijgesteld.

De lestijden die nadien nog beschikbaar zijn, zullen dienen om te zorgen voor aanpassing of pedagogische ondersteuning.

Alleen de inrichtingen en IM die positief hebben bijgedragen tot die reserve ontvangen lestijden aanpassing, waarvan het aantal gelijk is aan hun bijdrage voorzien van een coëfficiënt die gelijk is aan de verhouding tussen het aantal lestijden die nog beschikbaar zijn na het uittrekken van de lestijden die noodzakelijk zijn om de vastbenoemden en de prioritair tijdelijken te handhaven, en het aantal lestijden van de reserve vóór dat uittrekken (oorspronkelijke reserve).

Voorbeeld : Voor het geheel van haar vestigingen en inrichtingen voor lager onderwijs draagt een IM A ten belope van 16 lestijden bij aan de bij de DGEO gevormde reserve van 1 200 lestijden. Om de inrichtingen van Wallonie-Bruxelles Enseignement (WBE) en de IM van het gesubsidieerd officieel onderwijs en het niet-confessioneel vrij onderwijs de mogelijkheid te bieden de door hun vastbenoemden en prioritair tijdelijken verloren lestijden te compenseren, is die reserve verminderd met 720 lestijden. De IM A zal een bericht ontvangen waarin haar wordt gemeld dat zij over $16 \text{ lestijden} \times 480/1200 = 6,4 \text{ lestijden}$, afgerond tot 6 lestijden, beschikt.

De lestijden aanpassing en pedagogische ondersteuning worden toegekend volgens de gebruikelijke statutaire regels, namelijk : aan onderwijzers, meesters lichamelijke opvoeding of meester [s] moderne taal (artikel 2, 11°, van het decreet van 13 juli 1998 betreffende de organisatie van het gewoon kleuteronderwijs en lager onderwijs en de wijziging van de onderwijswetgeving).

In paragraaf 4 wordt erin voorzien dat, wat de filosofische cursussen en de eventuele vrijstelling ervan betreft, de organisatie van het voorgaande schooljaar voor de maand september wordt gehandhaafd. Dat stemt overeen met de gebruikelijke organisatie van de schoolinrichtingen. Zulks wordt verantwoord door het feit dat de keuze van de ouders pas op 15 september gekend is » (*Parl. St.*, Parlement van de Franse Gemeenschap, 2015-2016, nr. 312/1, pp. 10-11).

In de voormelde memorie van toelichting wordt voorts gepreciseerd :

« De onderhandelingen met de vertegenwoordigings- en coördinatieorganen van de inrichtende machten zijn op 18 mei 2016 afgesloten met ongunstige adviezen van alle IM.

De onderhandelingen met de vakbondsorganisaties zijn op 30 mei 2016 afgesloten met een unaniem ongunstig advies.

Het lijkt echter nuttig te preciseren dat ingevolge die vaak op tegengestelde redenen gebaseerde negatieve adviezen werd beslist een driepartijvergadering te organiseren met vertegenwoordigers van de overheid, de inrichtende machten en de vakbondsorganisaties.

Die vergadering heeft het mogelijk gemaakt de standpunten van de inrichtende machten en de vakbondsorganisaties dichter bij elkaar te brengen. Dat dichter bij elkaar brengen heeft inzonderheid betrekking op :

1° het bij de DGEO gecentraliseerde beheer van de door het verschil tussen RLMOA en RLMOB gevormde lestijdenreserve;

2° de automatische toekenning aan de IM (gesubsidieerd onderwijs) en de inrichtingen (WBE) van de lestijden die noodzakelijk zijn om de verliezen van uren van de vastbenoemden en de prioritair tijdelijken te compenseren die te wijten zijn aan de vervanging van een lestijd godsdienst-zedenleer door een lestijd opvoeding tot filosofie en burgerzin;

3° de verdeling van het overschot onder bijdragende inrichtingen en IM in de vorm van lestijden voor aanpassing; [...] » (*Parl. St.*, Parlement van de Franse Gemeenschap, 2015-2016, nr. 312/1, p. 7).

B.11.3. In het verslag van de bespreking in de parlementaire commissie van het ontwerp van decreet dat aan de oorsprong ligt van het decreet van 13 juli 2016, wordt de uiteenzetting van de bevoegde minister in de volgende bewoordingen samengevat :

« In dat ontwerp wordt ook het engagement van de Verklaring van gemeenschapsbeleid (VGB) geconcretiseerd om die hervorming door te voeren zonder verlies van totale tewerkstelling waarbij de individuele rechten van de in vast verband benoemde en prioritair tijdelijke leerkrachten worden gewaarborgd en tegelijkertijd vanaf het begin de kwaliteit van de cursus burgerzin wordt verzekerd en zoveel mogelijk wordt vermeden dat een leerkracht instaat voor de cursus filosofie en burgerzin in een vestiging waar hij instaat voor de cursus zedenleer of godsdienst.

In die inleidende uiteenzetting snijdt de minister de volgende onderwerpen aan :

1. Voor het gewoon lager onderwijs, de bepaling van de lestijden die noodzakelijk zijn voor het organiseren in elke vestiging van een lestijd filosofie en burgerzin per klas en van een lestijd godsdienst of zedenleer (RLMO), met inbegrip van een tweede lestijd filosofie en burgerzin voor de leerlingen die van RLMO zijn vrijgesteld;

2. Het eventuele overschot van de reserve bestemmen voor lestijden voor aanpassing voor het gewoon onderwijs;

3. Het aanleggen, met een variant voor het gespecialiseerd onderwijs, van een reserve van lestijden die het mogelijk maken het totale volume van de tewerkstelling te waarborgen en de vastbenoemden en de prioritair tijdelijken te beschermen die hun toekenningen RLMO van het laatste jaar niet zouden terugkrijgen, eventueel met inbegrip van het alternatief pedagogisch onderwijs;

[...]

1° In een eerste stap wordt het RLMOB (waarbij de ' D ' verwijst naar de vrijstelling (' dispense ')) per vestiging bepaald. Het gaat om de lestijden die noodzakelijk zijn voor de invoering :

- van de nieuwe cursus van een voor alle leerlingen gemeenschappelijke lestijd filosofie en burgerzin. Die nieuwe cursus genereert één lestijd per klas die kan worden georganiseerd;

- van de verschillende cursussen van één lestijd godsdienst en niet-confessionele zedenleer en van een tweede lestijd filosofie en burgerzin voor de leerlingen die om de vrijstelling hebben verzocht. Die cursussen genereren een aantal lestijden dat wordt berekend volgens de gebruikelijke nadere regels voor de berekening van het RLMO, waarbij rekening wordt gehouden met de door de ouders uiterlijk op 15 september geformuleerde keuzes tussen de volgende mogelijkheden : een van de vijf erkende godsdiensten, zedenleer of de vrijstelling.

Die lestijden RLMOB worden gebruikt door de vestiging die ze heeft doen ontstaan en worden toegewezen volgens de hierna uiteengezette bepalingen.

In een tweede stap, teneinde het dubbele engagement van totaal behoud van de tewerkstelling en van bescherming van de individuele rechten van de vastbenoemden en de prioritair tijdelijken in acht te nemen, krijgt elke inrichting voor het door WBE georganiseerd onderwijs, elke inrichtende macht (IM) voor het gesubsidieerd officieel onderwijs en voor het niet-confessioneel vrij onderwijs, een RLMOA (met ' A ' voor aangepast) toegekend. Het gaat om het RLMOA dat is toegekend voor het schooljaar 2014-2015 (laatste jaar zonder vrijstelling) vermenigvuldigd met een coëfficiënt, waarbij rekening wordt gehouden met de demografische evolutie tussen 2014 en 2016. Dat RLMOA 2014-2015 wordt aldus aangepast.

De som van de positieve of negatieve verschillen tussen het RLMOA van elke inrichting of IM naar gelang van het geval en de RLMOB van hun vestigingen vormt bij de diensten van de Regering een lestijdenreserve.

Op die reserve worden automatisch lestijden uitgetrokken en toegekend ten voordele van de directies en IM waarvan het RLMOB onvoldoende is om aan de vastbenoemde en prioritair tijdelijke leermeesters godsdienst of zedenleer een aantal lestijden toe te kennen dat overeenstemt met de toekenningen ervan op 30 juni 2016, met inbegrip van de eventuele lestijden alternatief pedagogisch onderwijs. Die lestijden worden gebruikt in het kader van de cursussen godsdienst, niet-confessionele zedenleer en filosofie en burgerzin waarbij indien nodig wordt afgeweken van het aantal opgerichte groepen en van de minimale grootte van die groepen.

2° Het overschot van de reserve zal worden toegekend aan de inrichtingen en inrichtende machten die hebben bijgedragen aan het overschot naar rata van hun bijdrage aan de reserve en de lestijden die nog beschikbaar zijn nadat een gedeelte van die reserve is bestemd voor het behoud van de tewerkstelling van de vastbenoemden en prioritair tijdelijken. Aldus, indien een inrichting ten belope van 9 lestijden heeft bijgedragen aan de vorming van een reserve van 1 200 lestijden waarvan 800 (2/3) zijn gebruikt om betrekkingen te vrijwaren, zal zij een bericht ontvangen waarbij haar wordt gemeld dat zij over 3 lestijden voor aanpassing beschikt (1/3 van haar bijdrage) » (*Parl. St.*, Parlement van de Franse Gemeenschap, 2015-2016, nr. 312/3, pp. 6-7).

B.11.4. Tijdens de debatten in de parlementaire commissie over het ontwerp van decreet dat aan de oorsprong ligt van het decreet van 13 juli 2016, heeft de bevoegde minister ook gepreciseerd dat bij de totstandkoming van die tekst rekening is gehouden met het resultaat van diverse simulaties van de weerslag van de invoering van de cursussen filosofie en burgerzin (*ibid.*, nr. 312/3, p. 20) en heeft zij vastgesteld :

« Die simulaties hebben ertoe geleid van mening te zijn dat er nog lestijden beschikbaar konden zijn na het uittrekken van de lestijden die noodzakelijk zijn voor het organiseren van het RLMOB en van die welke noodzakelijk zijn voor de bescherming van de tewerkstelling van de vastbenoemden en de prioritair tijdelijken. Vandaar het voorstel

om het overschot te gebruiken in de vorm van lestijden voor aanpassing. [...] Die niet gebruikte uren komen in een gemeenschappelijke pot terecht en worden vervolgens opnieuw verdeeld naar rata van de bijdrage van elke school » (*ibid.*, nr. 312/3, p. 21).

B.12. Uit de tekst van het derde tot vijfde lid van artikel 39, § 3, van het decreet van 13 juli 1998, ingevoegd bij artikel 5 van het decreet van 13 juli 2016, gelezen in het licht van de voormelde uittreksels uit de parlementaire voorbereiding, blijkt dat het die bepalingen zijn die het mogelijk maken de tewerkstelling te behouden van de personen die, binnen de inrichtingen bedoeld in artikel 39, § 1, eerste lid, van het decreet van 13 juli 1998, vóór de invoering van de cursussen filosofie en burgerzin, een cursus godsdienst of de cursus niet-confessionele zedenleer verstreken en, bijgevolg de verwezenlijking van de door de decreetgevende macht van de Franse Gemeenschap nagestreefde doelstelling te verzekeren.

De « lestijden voor aanpassing en pedagogische ondersteuning » waarvan sprake in het zesde tot achtste lid van artikel 39, § 3, van het decreet van 13 juli 1998, ingevoegd bij artikel 5 van het decreet van 13 juli 2016, worden, volgens de parlementaire voorbereiding van dat laatste decreet, toegekend aan de leraren aanpassing en pedagogische ondersteuning - te weten de onderwijzer (lager onderwijs), de bijzondere meester lichamelijke opvoeding of de bijzondere meester moderne taal belast met het zorgen voor, het coördineren van en het ondersteunen van de opvoedingsactiviteiten die uitsluitend strekken tot de inwerkingstelling van artikel 15, eerste lid, van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren (artikel 2, 11°, van het decreet van 13 juli 1998, zoals vervangen bij artikel 74 van het decreet van 4 februari 2016 « houdende verschillende bepalingen inzake onderwijs ») - en niet aan leermeesters zedenleer of aan leermeesters godsdienst.

B.13.1. Na de wijziging ervan bij artikel 33 van het decreet van 11 april 2014 « houdende wijziging inzonderheid van het decreet van 30 juni 2006 betreffende de pedagogische organisatie van de eerste graad van het secundair onderwijs », bepaalt artikel 15 van het decreet van 24 juli 1997 « dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren » :

« Elke onderwijsinrichting maakt het de leerling mogelijk aan zijn eigen ritme vooruit te gaan, daarbij de vormende evaluatie beoefenend en de gedifferentieerde pedagogie.

In het gewoon onderwijs,

1° kan de leerling die zich genoodzaakt ziet de tweede stap van het leerplichtonderwijs in vijf jaar eerder dan in vier te volbrengen, het aanvullend jaar volgen dat aangepast is aan zijn vormingsbehoeften in dezelfde inrichting;

2° kan de leerling die zich genoodzaakt ziet de eerste graad van het secundair onderwijs in drie jaar eerder dan in twee te volbrengen, het bijkomend jaar volgen dat aangepast is aan zijn vormingsbehoeften in dezelfde inrichting.

In het kader van de bepalingen vastgesteld in het decreet van 30 juni 2006 betreffende de pedagogische organisatie van de eerste graad van het secundair onderwijs bepaalt het project van de inrichting bedoeld onder artikel 67 [...] de modaliteiten volgens dewelke het parcours ingericht is in drie jaar voor de eerste graad of in vijf jaar voor de tweede trap van het verplicht onderwijs.

In het gespecialiseerd onderwijs evolueert de leerling, op advies van de Klassenraad, volgens zijn eigen leerritme en de potentiële mogelijkheden in de verschillende maturiteitsgraden ».

B.13.2. De « vormende evaluatie » is de « evaluatie die gedaan wordt tijdens de activiteit met het oog op het beoordelen van de door de leerling gemaakte vooruitgang en om de aard van de moeilijkheden te begrijpen waar hij mee af te rekenen heeft tijdens een leertijd ». Die evaluatie « heeft tot doel de ontwikkeling van de leerling te verbeteren, te corrigeren of aan te passen » en « is gedeeltelijk gebaseerd op de auto-evaluatie » (artikel 5, 17°, van het decreet van 24 juli 1997, gewijzigd bij artikel 75, c), van het decreet van 12 juli 2012 « tot regeling van de kwalificatie uitgedrukt in eenheden van leerresultaten (KEL) in het secundair kwalificatieonderwijs en tot wijziging van verschillende bepalingen betreffende het secundair onderwijs »).

De « gedifferentieerde pedagogie » is de « onderwijsmethode die erin bestaat de manieren te variëren om rekening te houden met de heterogeniteit van de klassen evenals de diverse leermanieren en behoeften van de leerlingen » (artikel 5, 19°, van het decreet van 24 juli 1997, gewijzigd bij artikel 75, c), van het decreet van 12 juli 2012).

B.13.3. Artikel 15 van het decreet van 24 juli 1997 is zowel van toepassing op de inrichtingen bedoeld in artikel 39, § 1, eerste lid, van het decreet van 13 juli 1998 als op het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerd confessioneel vrij lager onderwijs (artikel 1 van het decreet van 24 juli 1997).

De in artikel 15, eerste lid, van dat decreet uitgedrukte verplichting het de leerling mogelijk te maken aan zijn eigen ritme vooruit te gaan, waarbij de vormende evaluatie en de gedifferentieerde pedagogie worden beoefend, geldt dus zowel voor de inrichtingen bedoeld in artikel 39, § 1, eerste lid, van het decreet van 13 juli 1998 als voor de inrichtingen van het door die gemeenschap gesubsidieerd confessioneel vrij lager onderwijs die hun leerlingen enkel de cursus katholieke godsdienst aanbieden.

B.14. Bij het onderzoek van de verenigbaarheid, met artikel 24, § 4, van de Grondwet, van de regeling van specifieke begeleiding waarin is voorzien bij de bepaling van het voorontwerp van decreet die aan de oorsprong ligt van artikel 39, § 3, van het decreet van 13 juli 2016, merkte de afdeling wetgeving van de Raad van State op :

« Onderzocht dient te worden of die regeling van specifieke begeleiding, die enkel betrekking heeft op de inrichtingen van het officieel onderwijs en die van het niet-confessioneel vrij onderwijs die de keuze bieden tussen de verschillende cursussen godsdienst en niet-confessionele zedenleer, verantwoord is ten aanzien van het in artikel 24, § 4, van de Grondwet verankerde gelijkheidsbeginsel.

[...]

Te dezen is het feit dat de inrichtingen van het officieel onderwijs, krachtens artikel 24, § 1, vierde lid, van de Grondwet, ertoe gehouden zijn de keuze te bieden tussen de verschillende cursussen godsdienst en de cursus niet-confessionele zedenleer een objectief verschil tussen de inrichtingen dat kan verantwoorden dat hun een extra begeleiding wordt toegekend teneinde een optimale organisatie van die cursussen mogelijk te maken. Men kan daarenboven toestaan dat, in het kader van de invoering van de cursus filosofie en burgerzin in de plaats van een van de twee lestijden die aan de cursussen godsdienst en zedenleer worden gewijd, bijzondere maatregelen worden genomen teneinde een extra begeleiding te verzekeren, rekening houdend met de door de Regering nagestreefde doelstelling geen verlies van betrekkingen teweeg te brengen. De aandacht van de auteur van het voorontwerp dient echter op de volgende moeilijkheden te worden gevestigd.

[...]

Het ontworpen artikel 39, § 3, van het decreet van 13 juli 1998 beperkt zich niet ertoe te bepalen dat de extra lestijden die zouden worden gegenereerd zullen worden besteed aan de personeelsleden van wie de opdracht zou zijn verminderd, maar maakt het mogelijk, indien er nadien nog extra lestijden overblijven, die te gebruiken ' om te zorgen voor aanpassing en pedagogische ondersteuning ' in het kader van de toepassing van artikel 15, eerste lid, van het decreet van 24 juli 1997. Men ziet te dezen niet in wat die maatregel zou kunnen verantwoorden ten aanzien van het gelijkheidsbeginsel. Niet alleen verantwoordt niets dat alleen de officiële inrichtingen het voordeel kunnen genieten van extra lestijden voor aanpassing en pedagogische ondersteuning maar bovendien kan de specifieke begeleidingsregeling slechts worden ontworpen voor een beperkte duur, de tijd die nodig is om de verliezen van betrekkingen te beperken die het gevolg zijn van de invoering van de cursus filosofie en burgerzin.

Artikel 5 van het voorontwerp dient bijgevolg opnieuw te worden onderzocht » (*Parl. St.*, Parlement van de Franse Gemeenschap, 2015-2016, nr. 312/1, pp. 59-60).

B.15. Op die opmerking van de afdeling wetgeving van de Raad van State werd tijdens de parlementaire voorbereiding van de bestreden bepaling geantwoord :

« Op de opmerking met betrekking tot de ongelijke behandeling kan worden geantwoord dat, overeenkomstig het in de VGB aangegane engagement, het totale volume van de tewerkstelling wordt gehandhaafd. Het RLMOA stemt immers overeen met de begeleiding die zou zijn toegekend zonder hervorming (noch vrijstelling, noch invoering van een gemeenschappelijk uur filosofie en burgerzin) » (*Parl. St.*, Parlement van de Franse Gemeenschap, 2015-2016, nr. 312/1, p. 7; *ibid.*, nr. 312/3, p. 7).

In de « VGB », dat wil zeggen de op 23 juli 2014 door de Regering in het Parlement afgelegde « Verklaring van gemeenschapsbeleid 2014 », wordt vermeld dat de invoering van een « gemeenschappelijke cursus opvoeding tot burgerzin » in geen geval « verlies van tewerkstelling [mag] teweegbrengen voor de aangestelde betrokken leerkrachten » (*Parl. St.*, Parlement van de Franse Gemeenschap, 2015-2016, nr. 312/1, p. 4).

B.16. Zoals de afdeling wetgeving van de Raad van State doet opmerken, verantwoordt het doel om verlies van tewerkstelling te vermijden, ten aanzien van artikel 24, § 4, van de Grondwet, niet dat de « lestijden voor aanpassing en pedagogische ondersteuning » waarvan sprake is in artikel 39, § 3, zesde tot achtste lid, van het decreet van 13 juli 1998, ingevoegd bij artikel 5 van het decreet van 13 juli 2016, en die worden toegekend aan de inrichtingen bedoeld in artikel 39, § 1, eerste lid, van het decreet van 13 juli 1998, ook niet worden toegekend aan de inrichtingen van het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerd confessioneel vrij onderwijs die aan hun leerlingen enkel de cursus katholieke godsdienst aanbieden.

Zoals is vermeld in B.13, zijn die beide categorieën van inrichtingen gehouden door de verplichting die voortvloeit uit artikel 15 van het decreet van 24 juli 1997.

Bovendien wordt, zoals in B.12 is vermeld, de door de Regering nagestreefde doelstelling om geen verlies van betrekkingen teweeg te brengen bereikt door de in artikel 39, § 3, derde tot vijfde lid, van het decreet van 13 juli 1998 geformuleerde regels.

B.17. Het verschil in behandeling dat bij artikel 39, § 3, zesde tot achtste lid, van het decreet van 13 juli 1998, ingevoegd bij artikel 5 van het decreet van 13 juli 2016, wordt ingevoerd tussen, enerzijds, de inrichtingen bedoeld in artikel 39, § 1, eerste lid, van het decreet van 13 juli 1998 en, anderzijds, de inrichtingen van het door die Franse Gemeenschap gesubsidieerd confessioneel vrij onderwijs die aan hun leerlingen enkel de cursus katholieke godsdienst aanbieden, is zonder redelijke verantwoording.

B.18. Het eerste middel is in die mate gegrond.

B.19. Om te voorkomen dat de vernietiging die eruit voortvloeit de situatie van de leraren aanpassing en pedagogische ondersteuning, bedoeld in B.12, aan wie « lestijden voor aanpassing en pedagogische ondersteuning », waarvan sprake is in de bestreden bepaling, werden toegekend, met terugwerkende kracht zou wijzigen, dienen de gevolgen van de vernietigde bepaling, met toepassing van artikel 8, derde lid, van de bijzondere wet van 6 januari 1989, te worden gehandhaafd zoals aangegeven in het dictum.

Ten aanzien van het middel met betrekking tot artikel 14 van het decreet van de Franse Gemeenschap van 13 juli 2016

B.20. Uit de uiteenzetting van het middel blijkt dat het Hof wordt verzocht uitspraak te doen over de bestaanbaarheid van artikel 43bis, §§ 2 en 5, van het decreet van 3 maart 2004, zoals ingevoegd bij artikel 14 van het decreet van 13 juli 2016, met artikel 24, § 4, van de Grondwet, in zoverre die bepaling het mogelijk zou maken dat bovenop de « lestijden » die noodzakelijk zijn voor de organisatie van de cursus niet-confessionele zedenleer, de cursussen godsdienst en de cursussen filosofie en burgerzin, aan de inrichtingen van het gespecialiseerd lager onderwijs waarop die bepalingen van toepassing zijn, « lestijden » worden toegekend die losstaan van het behoud van de tewerkstelling van de leermeesters niet-confessionele zedenleer en de leermeesters godsdienst die in functie waren op 30 juni 2016.

B.21. In artikel 43bis, § 2, van het decreet van 3 maart 2004, zoals ingevoegd bij artikel 14 van het decreet van 13 juli 2016, worden de regels geformuleerd die het mogelijk maken het « maximumaantal lestijden die kunnen worden gebruikt voor de organisatie van de verschillende cursussen godsdienst, niet-confessionele zedenleer en filosofie en burgerzin » te bepalen.

Uit de duidelijke bewoordingen van artikel 43bis, § 5, van het decreet van 3 maart 2004, zoals ingevoegd bij artikel 14 van het decreet van 13 juli 2016, blijkt dat diegene van die « lestijden » die niet « noodzakelijk » zijn voor de organisatie van de voormelde cursussen, alleen kunnen worden gebruikt wanneer zij « noodzakelijk zijn voor het behoud van het volume van de opdracht dat gelijkwaardig is met de toekenningen op 30 juni 2016 van de vastbenoemde of tijdelijk prioritaire leermeesters godsdienst en niet-confessionele zedenleer ».

In dezelfde bepaling wordt gepreciseerd dat het voormelde « maximumaantal [...] alleen [kan] worden gebruikt voor de begeleiding van de cursussen godsdienst, niet-confessionele zedenleer en filosofie en burgerzin » en dat de « overblijvende lestijden van een cursus [...] geenszins [kunnen] worden overgedragen naar het onderwijzend personeel of naar andere personeelscategorieën ».

B.22. Aangezien het middel berust op een verkeerde lezing van de bestreden bepaling, is het niet gegrond.

Om die redenen,

het Hof

- vernietigt artikel 39, § 3, zesde tot achtste lid, van het decreet van de Franse Gemeenschap van 13 juli 1998 « betreffende de organisatie van het gewoon kleuteronderwijs en lager onderwijs en de wijziging van de onderwijswetgeving », zoals ingevoegd bij artikel 5 van het decreet van de Franse Gemeenschap van 13 juli 2016 « betreffende de invoering van een cursus filosofie en burgerzin in het basisonderwijs en betreffende het behoud van de alternatieve pedagogische begeleiding in het secundair onderwijs »;

- handhaaft definitief de gevolgen van de vernietigde bepalingen tot het einde van het schooljaar 2018-2019;

- verwerpt het beroep voor het overige.

Aldus gewezen in het Frans, het Nederlands en het Duits, overeenkomstig artikel 65 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Grondwettelijk Hof, op 19 juli 2018.

VERFASSUNGSGERICHTSHOF

[2018/203856]

Auszug aus dem Entscheid Nr. 114/2018 vom 19. Juli 2018

Geschäftsverzeichnisnummer 6547

In Sachen: Klage auf Nichtigerklärung von Artikel 39 § 3 Absätze 3 bis 8 des Dekrets des Französischen Gemeinschaft vom 13. Juli 1998 über die Organisation des Vorschul- und Primarschulunterrichts des Regelschulwesens und zur Abänderung der Rechtsvorschriften im Unterrichtswesen, sowie von Artikel 43bis, § 2 und 5 des Dekrets des Französischen Gemeinschaft vom 3. März 2004 zur Organisation des Sonderschulwesens, ersetzt beziehungsweise eingefügt durch die Artikel 5 und 14 des Dekrets der Französischen Gemeinschaft vom 13. Juli 2016 über die Einführung eines Fachs Philosophie und staatsbürgerliche Gesinnung im Grundschulunterricht sowie die Aufrechterhaltung der alternativen pädagogischen Betreuung im Sekundarunterricht, erhoben von der VoG « Sekretariat des Katholischen Unterrichtswesens ».

Der Verfassungsgerichtshof,

zusammengesetzt aus den Präsidenten J. Spreutels und A. Alen, und den Richtern L. Lavrysen, J.-P. Snappe, J.-P. Moerman, E. Derycke, T. Merckx-Van Goey, F. Daoût, T. Giet und J. Moerman, unter Assistenz des Kanzlers P.-Y. Dutilleux, unter dem Vorsitz des Präsidenten J. Spreutels,

erlässt nach Beratung folgenden Entscheid:

I. Gegenstand der Klage und Verfahren

Mit einer Klageschrift, die dem Gerichtshof mit am 23. November 2016 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief zugesandt wurde und am 25. November 2016 in der Kanzlei eingegangen ist, erhob die VoG « Sekretariat des Katholischen Unterrichtswesens », unterstützt und vertreten durch RA M. Kaiser und RA M. Verdussen, in Brüssel zugelassen, Klage auf Nichtigerklärung von Artikel 39 § 3 Absätze 3 bis 8 des Dekrets des Französischen Gemeinschaft vom 13. Juli 1998 über die Organisation des Vorschul- und Primarschulunterrichts des Regelschulwesens und zur Abänderung der Rechtsvorschriften im Unterrichtswesen, sowie von Artikel 43bis § 2 und 5 des Dekrets des Französischen Gemeinschaft vom 3. März 2004 zur Organisation des Sonderschulwesens, ersetzt beziehungsweise eingefügt durch die Artikel 5 und 14 des Dekrets der Französischen Gemeinschaft vom 13. Juli 2016 über die Einführung eines Fachs Philosophie und staatsbürgerliche Gesinnung im Grundschulunterricht sowie die Aufrechterhaltung der alternativen pädagogischen Betreuung im Sekundarunterricht (veröffentlicht im *Belgischen Staatsblatt* vom 10. August 2016).

(...)

II. Rechtliche Würdigung

(...)

B.1. Artikel 5 des Dekrets der Französischen Gemeinschaft vom 13. Juli 2016 « über die Einführung eines Fachs Philosophie und staatsbürgerliche Gesinnung im Grundschulunterricht sowie die Aufrechterhaltung der alternativen pädagogischen Betreuung im Sekundarunterricht » ersetzt Artikel 39 des Dekrets der Französischen Gemeinschaft vom 13. Juli 1998 « über die Organisation des Vorschul- und Primarschulunterrichts des Regelschulwesens und zur Abänderung der Rechtsvorschriften im Unterrichtswesen » durch den folgenden Text:

« § 1^{er}. Dans chaque implantation des établissements de l'enseignement ordinaire officiel organisé ou subventionné par la Communauté française et des établissements de l'enseignement libre non confessionnel subventionné par la Communauté française qui offrent le choix entre les différents cours de religion ou de morale non confessionnelle, un cours de morale non confessionnelle, de religion ou de philosophie et de citoyenneté lorsque les élèves sont dispensés du cours de religion ou de morale, est organisé dès qu'un élève est inscrit dans un de ces cours, conformément à l'article 8 de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement. Le cas échéant, le cours est créé ou supprimé dans le courant de l'année scolaire.

Ce cours doit être dans l'horaire continu des périodes hebdomadaires obligatoires.

Le nombre de groupes, applicable du 1^{er} octobre au 30 septembre suivant est fixé, pour le cours le plus suivi, conformément au tableau ci-après, qui prend en compte l'ensemble des élèves de l'implantation inscrits dans ce cours au 30 septembre de l'année scolaire en cours :

Nombre d'élèves	Nombre de groupes
jusqu'à 25 élèves	1 groupe
à partir de 26 élèves	2 groupes
à partir de 45 élèves	3 groupes
à partir de 72 élèves	4 groupes
à partir de 93 élèves	5 groupes
à partir de 115 élèves	6 groupes
à partir de 141 élèves	7 groupes
à partir de 164 élèves	8 groupes
à partir de 187 élèves	9 groupes
à partir de 210 élèves	10 groupes
à partir de 233 élèves	11 groupes
+ 23 élèves	+ 1 groupe

Les cours les moins suivis comptent le même nombre de groupes que le cours le plus suivi, sans pouvoir excéder un groupe par année, sauf lorsque l'application du tableau de l'alinéa 3 fournit un résultat plus favorable. En outre, chaque groupe d'élèves ne peut comporter moins de 5 élèves, sauf s'il y a effectivement moins de 5 élèves qui suivent les cours. Toutefois, lorsque l'implantation compte des élèves répartis, d'une part, en première et deuxième primaires, d'autre part, en troisième, quatrième, cinquième et sixième primaires, deux groupes peuvent être organisés dans les cours les moins suivis s'il y a au moins deux groupes dans le cours le plus suivi.

Le cours le moins suivi est organisé par degré lorsque le cours le plus suivi compte effectivement au moins un groupe par degré.

Un groupe comprend une période de cours.

Lorsqu'un élève est amené à suivre un cours moins suivi qui n'est pas donné simultanément avec le cours le plus suivi, il ne peut être soustrait de son groupe classe qu'au moment des travaux dirigés visés à l'article 2, 25°, et ceux-ci ne peuvent comprendre aucune acquisition nouvelle dans les savoirs et compétences visés à l'article 16, § 3, du décret du 24 juillet 1997 précité.

§ 2. Pour les établissements visés au § 1^{er}, le nombre de périodes pour le cours de philosophie et de citoyenneté dispensé à tous les élèves conformément à l'article 8, alinéa 3, de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, correspond au nombre de classes organisables déterminé sur base de l'article 29, § 1^{er}, du présent décret.

Les reliquats visés à l'article 34, les périodes générées pour le complément d'encadrement pour les 1^{re} et 2^e primaires visées à l'article 31bis, § 1^{er}, les périodes dédiées aux maîtres d'adaptation visées à l'article 33, § 3 et 4, et les périodes d'encadrement différencié visées à l'article 9, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du décret du 30 avril 2009 organisant un encadrement différencié au sein des établissements scolaires de la Communauté française afin d'assurer à chaque élève des chances égales d'émancipation sociale dans un environnement pédagogique de qualité, peuvent également servir à encadrer le cours de philosophie et de citoyenneté visé à l'alinéa 1^{er}.

§ 3. Le nombre total de périodes attribuées par établissement pour les cours de religion, de morale non confessionnelle et de philosophie et de citoyenneté calculé conformément au § 1^{er} et pour les cours de philosophie et de citoyenneté calculé conformément au § 2 constituent le RLMOD. Chaque implantation bénéficie au minimum du nombre de périodes RLMOD qu'elle génère.

Ces périodes RLMOD sont attribuées au sein des implantations conformément à l'ordre de priorité défini au titre II du décret du 13 juillet 2016 relatif à la mise en œuvre d'un cours de philosophie et de citoyenneté dans l'enseignement fondamental ainsi qu'au maintien de l'encadrement pédagogique alternatif dans l'enseignement secondaire et, à défaut, conformément aux règles du statut administratif dont relève le membre du personnel.

Le nombre total de périodes de religion et de morale non confessionnelle attribuées par établissement au 1^{er} octobre 2014, multiplié par un facteur démographique, constitue le RLMOA, défini à l'arrondi mathématique. Ce facteur démographique est égal au nombre d'élèves primaires régulièrement inscrits au 30 septembre 2016 divisé par le nombre d'élèves primaires régulièrement inscrits au 30 septembre 2014.

La différence entre le RLMOA de l'établissement et le RLMOD de l'ensemble des implantations de l'établissement détermine un nombre de périodes. Ce nombre, positif ou négatif, est globalisé au niveau des services du Gouvernement de la Communauté française. Les implantations qui n'organisaient pas d'enseignement primaire au 1^{er} octobre 2014 ne génèrent aucune période à globaliser.

De ce nombre de périodes globalisées visé à l'alinéa précédent est, s'il échet, automatiquement prélevé un nombre de périodes à l'intention des établissements de l'enseignement organisé par la Communauté française et des Pouvoirs organisateurs de l'enseignement subventionné par la Communauté française dont le RLMOD ne permet pas d'attribuer, selon le cas au sein de l'établissement ou du Pouvoir organisateur, aux maîtres de religion et de morale non confessionnelle, définitifs ou temporaires prioritaires, un volume de charge équivalent à leurs attributions au 30 juin 2016, conformément à l'ordre de priorité défini au titre II du décret du 13 juillet 2016 relatif à la mise en œuvre d'un cours de philosophie et de citoyenneté dans l'enseignement fondamental ainsi qu'au maintien de l'encadrement pédagogique alternatif dans l'enseignement secondaire, et à défaut, conformément aux règles du statut administratif dont relève le membre du personnel. Ces périodes sont utilisées pour encadrer les cours de religion, de morale non confessionnelle et de philosophie et de citoyenneté. Elles augmentent, le cas échéant, les nombres de groupes déterminés conformément au § 1^{er}.

Le solde du nombre de périodes globalisé après les prélèvements visés à l'alinéa précédent est attribué aux établissements, dans l'enseignement organisé par la Communauté française, et aux Pouvoirs organisateurs dans l'enseignement subventionné par la Communauté française visé au § 1^{er}, pour assurer de l'adaptation et du soutien pédagogique afin d'assurer, de coordonner et de soutenir des activités éducatives visant exclusivement à mettre en œuvre l'article 15, alinéa 1^{er}, du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre.

Seuls les établissements, dans l'enseignement organisé par la Communauté française, et les Pouvoirs organisateurs, dans l'enseignement subventionné par la Communauté française visé au § 1^{er}, qui contribuent positivement au nombre de périodes globalisé reçoivent des périodes pour de l'adaptation et du soutien pédagogique. Le nombre de périodes destiné à l'adaptation et au soutien pédagogique est égal au nombre positif visé à l'alinéa 4 affecté d'un coefficient égal au rapport entre le nombre de périodes du solde visé à l'alinéa précédent et le nombre de périodes globalisé. Le résultat est arrondi à l'unité inférieure.

L'utilisation des périodes visées à l'alinéa précédent est autorisée dès communication de leur nombre par les services du Gouvernement et jusqu'au [...] 30 septembre suivant. Cette utilisation est de la compétence du pouvoir organisateur dans l'enseignement subventionné par la Communauté française visé au § 1^{er}, et du chef d'établissement dans l'enseignement organisé par la Communauté française, après avoir pris l'avis des organes de concertations visés à l'article 25.

§ 4. Les implantations organisent les cours de religion, de morale non confessionnelle et l'encadrement des élèves dispensés de suivre l'un de ces cours durant le mois de septembre selon les mêmes formes et modalités que celles de l'année scolaire précédente ».

B.2. Diese Bestimmung ist zu Beginn des « Schuljahres 2016-2017 » in Kraft getreten (Artikel 39 des Dekrets vom 13. Juli 2016).

B.3. Artikel 14 des Dekrets vom 13. Juli 2016 fügt in das Dekret der Französischen Gemeinschaft vom 3. März 2004 « zur Organisation des Sonderschulwesens » einen Artikel 43bis mit folgendem Wortlaut ein:

« § 1^{er}. Dans les établissements d'enseignement primaire spécialisé organisé par la Communauté française et les établissements d'enseignement primaire spécialisé de l'enseignement officiel subventionné et de l'enseignement libre non confessionnel subventionné qui offrent le choix entre les différents cours de religion ou de morale non confessionnelle, un cours de morale non confessionnelle, de religion ou de philosophie et de citoyenneté lorsque les élèves sont dispensés du cours de religion ou de morale, est organisé dès qu'un élève est inscrit dans un de ces cours, conformément à l'article 8 de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement. Le cas échéant, le cours est créé ou supprimé dans le courant de l'année scolaire.

Ce cours doit être dans l'horaire continu des périodes hebdomadaires obligatoires.

Le nombre de groupes, applicable du 1^{er} octobre au 30 septembre suivant est fixé, pour le cours le plus suivi, [...] sur la base du nombre total d'élèves du cours le plus suivi, divisé par le nombre guide du type d'enseignement comme déterminé à l'article 38 du présent décret.

§ 2. Le nombre de groupes du cours le plus suivi est multiplié par deux pour déterminer le nombre de périodes qui font partie du capital-périodes utilisable.

Ce nombre est multiplié par le nombre de cours organisés pour connaître le nombre maximal de périodes qui peuvent être utilisées pour l'organisation des différents cours de religion, de morale non confessionnelle et de philosophie et de citoyenneté.

§ 3. Le cours de morale non confessionnelle, de religion ou de philosophie et de citoyenneté lorsque les élèves sont dispensés du cours de religion ou de morale, est organisé par groupe.

Un groupe comprend une période de cours.

§ 4. Pour les établissements visés au § 1^{er}, le nombre de périodes pour le cours de philosophie et de citoyenneté dispensé à tous les élèves conformément à l'article 8, alinéa 4, de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, correspond au nombre de classes.

§ 5. Au-delà des périodes nécessaires à l'organisation des différents cours de religion, de morale non confessionnelle et de philosophie et de citoyenneté, ne peuvent être prélevées du nombre maximal de périodes que les périodes nécessaires au maintien du volume de charge équivalent aux attributions au 30 juin 2016, des maîtres de religion et de morale non confessionnelle, définitifs ou temporaires prioritaires, conformément à l'ordre de priorité défini au titre II du décret du [13] juillet 2016 relatif à la mise en œuvre d'un cours de philosophie et de citoyenneté dans l'enseignement fondamental ainsi qu'au maintien de l'encadrement pédagogique alternatif dans l'enseignement secondaire, et à défaut, conformément aux règles du statut administratif dont relève le membre du personnel.

Le nombre maximal de périodes visé au paragraphe 2, alinéa 2, ne peut être utilisé que pour l'encadrement des cours de religion, de morale non confessionnelle et de philosophie et de citoyenneté.

Les périodes de cours excédentaires ne peuvent en aucun cas faire l'objet d'un transfert vers le personnel enseignant ou vers d'autres catégories de personnel.

§ 6. Les implantations organisent les cours de religion, de morale non confessionnelle et l'encadrement des élèves dispensés de suivre l'un de ces cours durant le mois de septembre selon les mêmes formes et modalités que celles de l'année scolaire précédente ».

B.4. Diese Bestimmung ist zu Beginn des « Schuljahres 2016-2017 » in Kraft getreten (Artikel 39 des Dekrets vom 13. Juli 2016).

B.5. Artikel 41 des Dekrets der Französischen Gemeinschaft vom 19. Juli 2017 « über die Einführung eines Fachs Philosophie und staatsbürgerliche Gesinnung im Sekundarunterricht und über verschiedene Anpassungen im Grundschulunterricht » fügt in Artikel 39 des Dekrets vom 13. Juli 1998 einen Paragraphen *2bis* ein. Durch Artikel 42 des Dekrets vom 19. Juli 2017 werden mehrere Abänderungen an Artikel 39 § 3 des Dekrets vom 13. Juli 1998 vorgenommen.

Die Artikel 44 und 45 des Dekrets vom 19. Juli 2017 ersetzen jeweils den fünften und sechsten Paragraphen von Artikel 43*bis* des Dekrets vom 3. März 2004.

Alle diese Abänderungen sind jedoch für die Prüfung der vorliegenden Klage nicht von Belang. Der Gerichtshof kann seine Prüfung nicht über die Grenzen dessen erweitern, womit er befasst wurde.

In Bezug auf das Interesse des Generalsekretariats des Katholischen Unterrichtswesens in der Französischen und Deutschsprachigen Gemeinschaft

B.6. Wenn eine Vereinigung ohne Gewinnerzielungsabsicht, die nicht ihr persönliches Interesse geltend macht, eine Nichtigkeitsklage erhebt, ist es erforderlich, dass ihr Vereinigungszweck besonderer Art ist und sich daher vom allgemeinen Interesse unterscheidet, dass sie ein kollektives Interesse vertritt, dass die angefochtene Rechtsnorm ihren Vereinigungszweck beeinträchtigen kann, und dass es sich schließlich nicht zeigt, dass dieser Vereinigungszweck nicht oder nicht mehr tatsächlich erstrebt wird.

B.7.1. Aus den Vorarbeiten zu den angefochtenen Bestimmungen (*Parl. Dok.*, Parlament der Französischen Gemeinschaft, 2015-2016, Nr. 312/1, S. 7, 58; *ebd.*, Nr. 312/3, S. 6) sowie aus der Niederschrift und dem Protokoll, die bzw. das am 18. Mai 2016 von « Verhandlungsausschuss zwischen der Regierung der Französischen Gemeinschaft und den Vertretungs- und Koordinierungsorganen der Organisationsträger des Unterrichtswesens und der von der Regierung anerkannten subventionierten PMS-Zentren » erstellt und von der klagenden Vereinigung vorgelegt wurden, geht hervor, dass der Vorentwurf des Dekrets, der dem Dekret vom 13. Juli 2016 zugrunde lag, diesem Ausschuss unterbreitet wurde.

Dieser Ausschuss setzt sich unter anderem aus einer « Delegation der Vertretungsorgane » zusammen, zu der Mitglieder, die das « Generalsekretariat des Katholischen Unterrichtswesens » vertreten, gehören können (Artikel 5 §§ 1 und 3 des Dekrets der Französischen Gemeinschaft vom 20. Juli 2006 « über die Verhandlung mit den Vertretungs- und Koordinierungsorganen der Organisationsträger des Unterrichtswesens und der subventionierten PMS-Zentren », abgeändert durch Artikel 36 Nr. 3 des Programmdekrets vom 15. Dezember 2010).

Aus den von der klagenden Vereinigung vorgelegten Dokumenten geht hervor, dass diese bei der Sitzung vom 18. Mai 2016, bei der dieser Ausschuss den Vorentwurf des vorerwähnten Dekrets erörtert hat, vertreten war.

B.7.2. Diese Beteiligung an der Verabschiedung der angefochtenen Bestimmungen zeigt, dass diese den Vereinigungszweck der klagenden Vereinigung unmittelbar und ungünstig beeinflussen könnten.

Diese weist daher das erforderliche Interesse nach.

B.8. Die Nichtigkeitsklage ist zulässig.

In Bezug auf den Klagegrund zu Artikel 5 des Dekrets der Französischen Gemeinschaft vom 13. Juli 2016

B.9. Aus der Darlegung des Klagegrunds geht hervor, dass der Gerichtshof gebeten wird, über die Vereinbarkeit von Artikel 39 § 3 Absätze 6 bis 8 des Dekrets vom 13. Juli 1998 in der durch Artikel 5 des Dekrets vom 13. Juli 2016 eingefügten Fassung mit Artikel 24 § 4 der Verfassung zu befinden, insofern diese Bestimmungen einen diskriminierenden Behandlungsunterschied zwischen zwei Kategorien von Lehranstalten für Primarschulunterricht des Regelschulwesens einführen würden: einerseits die von der Französischen Gemeinschaft organisierten Lehranstalten, die von dieser Gemeinschaft subventionierten offiziellen Lehranstalten und die freien nichtkonfessionellen Lehranstalten, die die Wahl zwischen dem Unterricht in nichtkonfessioneller Sittenlehre und dem Unterricht in Religion anbieten, und andererseits die von der Französischen Gemeinschaft subventionierten freien konfessionellen Lehranstalten, die nur Unterricht in katholischer Religion anbieten.

Die angefochtenen Bestimmungen würden es ermöglichen, dass den Lehranstalten der ersten Kategorie « Unterrichtsstunden » zugewiesen würden im Hinblick auf « die Gewährleistung der Anpassung und der pädagogischen Förderung, um erzieherische Aktivitäten sicherzustellen, zu koordinieren und zu unterstützen, deren Zweck ausschließlich die Umsetzung von Artikel 15 Absatz 1 des Dekrets vom 24. Juli 1997 zur Bestimmung der vorrangigen Aufgaben des Grundschulunterrichts und des Sekundarunterrichts sowie zur Organisation der geeigneten Strukturen zu deren Durchführung ist », während die freien konfessionellen Lehranstalten, die nur Unterricht in katholischer Religion anbieten würden, keine Zuweisung solcher Stunden in Anwendung der angefochtenen Bestimmungen beanspruchen könnten.

B.10. Artikel 24 § 4 der Verfassung bestimmt:

« Alle Schüler oder Studenten, Eltern, Personalmitglieder und Unterrichtsanstalten sind vor dem Gesetz oder dem Dekret gleich. Das Gesetz und das Dekret berücksichtigen die objektiven Unterschiede, insbesondere die jedem Organisationsträger eigenen Merkmale, die eine angepasste Behandlung rechtfertigen ».

In dieser Bestimmung ist im Bereich des Unterrichts der aus den Artikeln 10 und 11 der Verfassung abgeleitete Grundsatz der Gleichheit und Nichtdiskriminierung verankert.

B.11.1. Die Regeln, die in Artikel 39 § 3 des Dekrets vom 13. Juli 1998, eingefügt durch Artikel 5 des Dekrets vom 13. Juli 2016, aufgestellt wurden, sollen verhindern, dass die Einführung eines Fachs Philosophie und staatsbürgerliche Gesinnung in einigen Lehranstalten den Verlust von Beschäftigung unter den Lehrkräften zur Folge hat, die vor der Schaffung dieses Fachs den Unterricht in Religion und nichtkonfessioneller Sittenlehre erteilt haben, der zum Teil durch die neuen Fächer ersetzt wird (*Parl. Dok.*, Parlament der Französischen Gemeinschaft, 2015-2016, Nr. 312/1, S. 4).

B.11.2. Die vorerwähnten Regeln, die der « Berechnung der Betreuung » für diesen Unterricht dienen, entspringen dem « Wunsch, für die Organisation des Philosophieunterrichts den Gesamtumfang der Stunden beizubehalten, » (*ibid.*, S. 4) und werden in der Begründung des Dekretentwurfs, der dem Dekret vom 13. Juli 2016 zugrunde lag, wie folgt kommentiert:

« Cet article ne concerne que l'enseignement officiel subventionné et organisé par la Communauté française ainsi que l'enseignement libre ou confessionnel subventionné par la Communauté française qui offre le choix entre les différents cours de religion ou de morale non confessionnelle.

Le paragraphe premier de cet article adapte la législation actuelle en créant une catégorie supplémentaire (celle des élèves dispensés) pour le calcul du RLMO. Il définit le nombre de groupes organisables (au départ du groupe le plus suivi) pour les cours philosophiques et la dispense.

Au paragraphe 2, l'attribution des périodes pour le cours commun de philosophie et de citoyenneté est fixée : elle correspond au nombre de classes organisées. Ce paragraphe indique les périodes complémentaires utilisables pour encadrer le cours de philosophie et de citoyenneté.

Le paragraphe 3 prévoit 3 étapes de calcul.

Dans une première étape, le RLMO (le ' D ' faisant référence à la dispense) est déterminé par implantation. Il s'agit des périodes nécessaires à la mise en œuvre du nouveau cours d'une période de philosophie et de citoyenneté commune à tous les élèves, les différents cours (une période) de religion et de morale non confessionnelle en tenant compte des choix formulés par les parents au plus tard le 15 septembre, et de la deuxième période de citoyenneté pour les élèves qui ont sollicité la dispense.

Ces périodes RLMO sont utilisées par l'implantation qui les a générées et affectées selon les règles transitoires prévues au titre II et, à défaut, aux règles du statut administratif dont dépend le membre du personnel (AR du 22 mars 1969, AR du 25 octobre 1971, décret du 6 juin 1994, décret du 1^{er} février 1993, décret du 3 mars 2006).

En annexe I, un tableau reprend un exemple du calcul RLMO pour trois implantations représentatives en nombre d'élèves. Pour chaque exemple d'implantation, la première partie du tableau illustre l'encodage, par les écoles, des chiffres de population scolaire par année d'études pour les cours philosophiques et la dispense (ex : nombre d'élèves en P1). Cela génère un nombre total d'élèves par cours qui permet, en appliquant le calcul habituel, de déterminer le nombre de groupes organisables. Ces groupes déterminent un nombre total (appelé 'A' dans le tableau) de périodes : un groupe est égal à une période.

Pour chaque exemple d'implantation, la seconde partie du tableau illustre le calcul de périodes pour les cours de philosophie et de citoyenneté (CPC). Au départ du nombre total d'élèves inscrits dans l'implantation, un ' capital périodes ' est généré. Ce nombre de périodes divisé par 26 (et ajusté à l'unité inférieure) indique le nombre de classes organisables par l'implantation. Ce nombre de classes organisables détermine le nombre de périodes pour organiser le CPC (appelé 'B' dans le tableau).

La somme du nombre de périodes (A) pour organiser les cours philosophiques et la dispense est additionnée au nombre de périodes (B) pour organiser le CPC. Cela constitue le RLMO de l'implantation (A+B).

Ensuite, le RLMOA (le ' A ' pour ' adapté ', adapté à la démographie) 2014 est calculé par établissement. Le RLMOA 2014 correspond au volume RLMO du 1^{er} octobre 2014 (comptage du 30 septembre) multiplié par un facteur tenant compte de l'évolution démographique entre 2014 et 2016.

Dans une deuxième étape, la différence entre le RLMOA et le RLMO constitue une réserve de périodes globalisée au niveau des services du Gouvernement (DGEO).

De cette réserve, des périodes sont automatiquement prélevées et attribuées [au] profit des directions et PO dont le RLMO est insuffisant pour attribuer aux maîtres de religion ou de morale définitifs et temporaires prioritaires un nombre de périodes correspondant à leurs attributions au 30 juin 2016. Ces périodes sont utilisées pour encadrer les cours de religion, de morale non confessionnelle et de philosophie et de citoyenneté en dérogeant si nécessaire au nombre de groupes créés et à la taille minimale de ces groupes.

Par attribution au 30 juin 2016, il faut entendre les dernières attributions de l'année scolaire 2015-2016, et au plus tard au 30 juin 2016. Sont également [incluses] dans ces attributions, les périodes d'EPA prestées par des maîtres de RLMO ayant perdu des périodes du fait de la possibilité d'être dispensé des cours de RLMO.

Les périodes encore disponibles après cette opération serviront à assurer de l'adaptation ou du soutien pédagogique.

Seuls les établissements et PO qui ont contribué positivement à cette réserve reçoivent des périodes d'adaptation dont le nombre est égal à leur contribution affectée d'un coefficient égal au rapport entre le nombre de périodes encore disponible après prélèvement des périodes nécessaires à maintenir les définitifs et les temporaires prioritaires et le nombre de périodes de la réserve avant ce prélèvement (réserve initiale).

Exemple : Pour l'ensemble de ses implantation [s] et établissements d'enseignement primaire, un PO A contribue à hauteur de 16 périodes à la réserve de 1200 périodes constituée auprès de la DGEO. Pour permettre aux établissements de WBE et aux PO de l'officiel subventionné et du libre non confessionnel de compenser les périodes perdues par leurs définitifs et temporaires prioritaires, cette réserve s'est réduite de 720 périodes. Le PO A recevra une dépêche lui indiquant qu'il dispose de 16 périodes * 480/1200 = 6,4 périodes arrondies à 6 périodes.

Les périodes d'adaptation et de soutien pédagogique sont attribuées selon les règles statutaires habituelles, à savoir : à des instituteurs, maîtres d'éducation physique ou maître [s] de langue moderne (art. 2, 11^o du décret du 13 juillet 1998 portant organisation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire et modifiant la réglementation de l'enseignement).

Le paragraphe 4 prévoit, que l'organisation de l'année scolaire précédente est maintenue pour le mois de septembre en ce qui concerne les cours philosophiques et l'éventuelle dispense de ceux-ci. Ceci correspond à l'organisation habituelle des établissements scolaires. Cela se justifie par le fait que le choix des parents n'est connu qu'au 15 septembre » (*Doc. parl.*, Parlement de la Communauté française, 2015-2016, n^o 312/1, pp. 10-11).

Ferner wird in der vorerwähnten Begründung erläutert:

« Les négociations avec les organes de représentation et de coordination des pouvoirs organisateurs se sont clôturées le 18 mai 2016 par des avis défavorables de l'ensemble des PO.

Les négociations avec les organisations syndicales se sont clôturées le 30 mai 2016 par un avis défavorable unanime.

Il semble néanmoins utile de préciser que suite à ces avis négatifs souvent fondés sur des raisons opposées, il a été décidé d'organiser une réunion tripartite entre représentants de l'Autorité, des Pouvoirs organisateurs et des organisations syndicales.

Cette réunion a permis de rapprocher les points de vue entre Pouvoirs organisateurs et organisations syndicales. Ces rapprochements portent notamment sur :

1° La gestion centralisée à la DGEO de la réserve des périodes [constituée] par la différence entre RLMOA et RLMOB;

2° L'attribution automatique aux PO (subventionné) et établissements (WBE) des périodes nécessaires à compenser les pertes d'heures des définitifs et des temporaires prioritaires dues au remplacement d'une période de RLMO par une période d'EPC;

3° la répartition du solde entre établissements et PO contributeurs sous forme de périodes d'adaptation; [...] » (*Doc. parl.*, Parlement de la Communauté française, 2015-2016, n° 312/1, p. 7).

B.11.3. Der Bericht über die Erörterung des Dekretentwurfs, der dem Dekret vom 13. Juli 2016 zugrunde lag, im Parlamentsausschuss fasst die Begründung der zuständigen Ministerin folgendermaßen zusammen:

« Ce projet concrétise également l'engagement de la Déclaration de politique communautaire (DPC) de procéder à cette réforme sans perte d'emploi global en garantissant les droits individuels des enseignants nommés à titre définitif et des temporaires prioritaires tout en assurant dès le départ la qualité du cours de citoyenneté et en évitant, autant que faire se peut, qu'un enseignant assure le cours de philosophie et de citoyenneté dans une implantation où il assure le cours de morale ou de religion.

Dans cet exposé introductif, la Ministre aborde :

1. Pour l'enseignement primaire ordinaire, la détermination des périodes nécessaires à l'organisation dans chaque implantation d'une période de philosophie et citoyenneté par classe et d'une période de religion ou de morale (RLMO), en ce compris une seconde période de philosophie et citoyenneté pour les élèves dispensés de RLMO;

2. L'affectation de l'éventuel solde de la réserve à des périodes d'adaptation pour l'enseignement ordinaire;

3. la constitution, avec une variante pour l'enseignement spécialisé, d'une réserve de périodes permettant de garantir le volume global de l'emploi et de protéger les définitifs et les temporaires prioritaires qui ne retrouveraient pas leurs attributions RLMO de l'année dernière, en ce compris éventuellement l'enseignement pédagogique alternatif (EPA);

[...]

1° Dans une première étape, le RLMOB (le ' D ' fait référence à la Dispense) est déterminé par implantation. Il s'agit des périodes nécessaires à la mise en œuvre :

- du nouveau cours d'une période de philosophie et de citoyenneté commune à tous les élèves. Ce nouveau cours génère une période par classe organisable;

- des différents cours d'une période de religion et de morale non confessionnelle et d'une seconde période de philosophie et citoyenneté pour les élèves qui ont sollicité la dispense. Ces cours génèrent un nombre de périodes calculé selon les modalités habituelles du calcul du RLMO en tenant compte des choix formulés par les parents au plus tard le 15 septembre parmi les possibilités suivantes : une des cinq religions reconnues, la morale ou la dispense.

Ces périodes RLMOB sont utilisées par l'implantation qui les a générées et affectées selon les dispositions développées plus loin.

Dans une seconde étape, afin de respecter le double engagement de maintien global de l'emploi et de protection des droits individuels des définitifs et des temporaires prioritaires, chaque établissement pour l'enseignement organisé par WBE, chaque pouvoir organisateur (PO) pour l'officiel subventionné et pour le libre non confessionnel se voit attribuer un RLMOA (avec ' A ' pour Adapté). Il s'agit du RLMO attribué pour l'année scolaire 2014- 2015 (dernière année sans dispense) multiplié par un coefficient tenant compte de l'évolution démographique entre 2014 et 2016. Ce RLMO 2014-2015 se voit ainsi adapté.

La somme des différences positives ou négatives entre le RLMOA de chaque établissement ou PO selon le cas et des RLMOB de leurs implantations constitue une réserve de périodes auprès des services du Gouvernement.

De cette réserve, des périodes sont automatiquement prélevées et attribuées au profit des directions et PO dont le RLMOB est insuffisant pour attribuer aux maîtres de religion ou de morale définitifs et temporaires prioritaires un nombre de périodes correspondant à leurs attributions au 30 juin 2016, en ce compris les éventuelles périodes d'EPA. Ces périodes sont utilisées pour encadrer les cours de religion, de morale non confessionnelle et de philosophie et de citoyenneté en dérogeant si nécessaire au nombre de groupes créés et à la taille minimale de ces groupes.

2° Le solde de la réserve sera attribué aux établissements et pouvoirs organisateurs qui ont contribué au solde au prorata de leur contribution à la réserve et des périodes encore disponibles après affectation d'une partie de cette réserve au maintien de l'emploi des définitifs et temporaires prioritaires. Ainsi, si un établissement a contribué à hauteur de 9 périodes à la constitution d'une réserve de 1200 périodes dont 800 (les 2/3) ont été utilisées pour sauvegarder des emplois, il recevra une dépêche lui indiquant qu'il dispose de 3 périodes d'adaptation (1/3 de sa contribution) » (*Doc. parl.*, Parlement de la Communauté française, 2015-2016, n° 312/3, pp. 6-7).

B.11.4. Bei der Diskussion des Dekretentwurfs, der dem Dekret vom 13. Juli 2016 zugrunde lag, im Parlamentsausschuss hat die zuständige Ministerin auch erläutert, dass bei der Ausarbeitung dieses Textes das Ergebnis von verschiedenen Simulationen über die Auswirkungen der Einführung des Fachs Philosophie und staatsbürgerlicher Gesinnung berücksichtigt worden seien (*ibid.*, Nr. 312/3, S. 20), und hat festgestellt:

« Ces simulations ont conduit à estimer que des périodes pourraient encore être disponibles après prélèvement des périodes nécessaires à l'organisation du RLMOB et de celles nécessaires à la protection de l'emploi des définitifs et des temporaires prioritaires. D'où la proposition d'utiliser le solde sous forme de périodes d'adaptation [...] ces heures non utilisées remontent dans un pot commun et sont redistribuées par la suite au prorata de la contribution de chaque école » (*ibid.*, n° 312/3, p. 21).

B.12. Aus dem Text der Absätze 3 bis 5 von Artikel 39 § 3 des Dekrets vom 13. Juli 1998, eingefügt durch Artikel 5 des Dekrets vom 13. Juli 2016, geht im Lichte der Auszüge aus den vorerwähnten Vorarbeiten hervor, dass es eben diese Bestimmungen sind, mit denen die Beschäftigung der Personen erhalten werden kann, die in den in Artikel 39 § 1 Absatz 1 des Dekrets vom 13. Juli 1998 erwähnten Anstalten vor der Einführung des Fachs Philosophie und staatsbürgerliche Gesinnung Unterricht in Religion oder in nichtkonfessioneller Sittenlehre erteilt haben, und mit denen somit das von der gesetzgebenden Gewalt der Französischen Gemeinschaft verfolgte Ziel verwirklicht werden kann.

Die « Stunden für Anpassung und pädagogische Förderung », um die es in den Absätzen 6 bis 8 von Artikel 39 § 3 des Dekrets vom 13. Juli 1998, eingefügt durch Artikel 5 des Dekrets vom 13. Juli 2016, geht, werden gemäß den Vorarbeiten zu dem letztgenannten Dekret den Lehrern für Anpassung und pädagogische Förderung zugewiesen, - das heißt dem Primarschullehrer, dem Förderlehrer für Sport oder dem Förderlehrer für moderne Sprache, die beauftragt sind, die erzieherischen Aktivitäten sicherzustellen, zu koordinieren und zu unterstützen, deren Zweck ausschließlich die Umsetzung von Artikel 15 Absatz 1 des Dekrets vom 24. Juli 1997 zur Bestimmung der vorrangigen Aufgaben des Grundschulunterrichts und des Sekundarunterrichts sowie zur Organisation der geeigneten Strukturen zu deren Durchführung ist (Artikel 2 Nr. 11 des Dekrets vom 13. Juli 1998 in der durch Artikel 74 des Dekrets vom 4. Februar 2016 « zur Festlegung verschiedener Bestimmungen im Unterrichtswesen » ersetzten Fassung), - und nicht den Lehrern für Sittenlehre oder den Lehrern für Religion.

B.13.1. Nach seiner Abänderung durch Artikel 33 des Dekrets vom 11. April 2014 « zur Abänderung insbesondere des Dekrets vom 30. Juni 2006 über die pädagogische Organisation der 1. Stufe des Sekundarunterrichts » bestimmt Artikel 15 des Dekrets vom 24. Juli 1997 « zur Bestimmung der vorrangigen Aufgaben des Grundschulunterrichts und des Sekundarunterrichts sowie zur Organisation der geeigneten Strukturen zu deren Durchführung »:

« Chaque établissement d'enseignement permet à chaque élève de progresser à son rythme, en pratiquant l'évaluation formative et la pédagogie différenciée.

Dans l'enseignement ordinaire,

1° l'élève amené à parcourir la deuxième étape de l'enseignement obligatoire en cinq ans plutôt qu'en quatre peut suivre l'année complémentaire adaptée à ses besoins d'apprentissage dans le même établissement;

2° l'élève amené à parcourir le premier degré de l'enseignement secondaire en trois ans plutôt qu'en deux peut suivre l'année supplémentaire adaptée à ses besoins d'apprentissage dans le même établissement.

Dans le cadre des dispositions fixées par le décret du 30 juin 2006 relatif à l'organisation pédagogique du premier degré de l'enseignement secondaire, le projet d'établissement visé à l'article 67 fixe les modalités selon lesquelles est organisé le parcours en trois ans du premier degré ou en cinq ans de la deuxième étape de l'enseignement obligatoire.

Dans l'enseignement spécialisé, l'élève évolue selon son rythme d'apprentissage et ses potentialités dans les différents degrés de maturité sur avis du Conseil de classe ».

B.13.2. Die « formative Bewertung » ist die « Bewertung, die während der Aktivitäten vorgenommen wird und die dazu dient, den vom Schüler erreichten Fortschritt zu beurteilen und die Art der Schwierigkeiten, die er beim Lernen hat, zu verstehen ». Diese Bewertung « hat den Zweck, das Fortschreiten des Schülers zu verbessern, zu korrigieren oder neu auszurichten » und « beruht zum Teil auf der Selbstbewertung » (Artikel 5 Nr. 17 des Dekrets vom 24. Juli 1997, abgeändert durch Artikel 75 Bst. c des Dekrets vom 12. Juli 2012 « zur Organisation der Zeugnisse nach Einheiten von Lernergebnissen (CPU) im qualifizierenden Sekundarunterricht und zur Abänderung verschiedener Bestimmungen über den Sekundarunterricht »).

Die « differenzierte Pädagogik » ist ein « Unterrichtsansatz, der darin besteht, die Lernmethoden zu variieren, um der Heterogenität der Klassen sowie der Vielfalt der Lernweisen und -bedürfnisse der Schüler Rechnung zu tragen » (Artikel 5 Nr. 19 des Dekrets vom 24. Juli 1997, abgeändert durch Artikel 75 Bst. c des Dekrets vom 12. Juli 2012).

B.13.3. Artikel 15 des Dekrets vom 24. Juli 1997 ist sowohl auf die in Artikel 39 § 1 Absatz 1 des Dekrets vom 13. Juli 1998 erwähnten Lehranstalten als auch auf den von der Französischen Gemeinschaft subventionierten freien konfessionellen Grundschulunterricht anwendbar (Artikel 1 des Dekrets vom 24. Juli 1997).

Die in Artikel 15 Absatz 1 dieses Dekrets festgelegte Pflicht, es jedem Schüler zu erlauben, unter Anwendung der formativen Bewertung und der differenzierten Pädagogik in seinem eigenen Tempo Fortschritte zu machen, gilt also sowohl für die in Artikel 39 § 1 Absatz 1 des Dekrets vom 13. Juli 1998 erwähnten Anstalten als auch für die Anstalten des von dieser Gemeinschaft subventionierten freien konfessionellen Primarschulwesens, die ihren Schülern nur den Unterricht in katholischer Religion anbieten.

B.14. Bei der Prüfung der Vereinbarkeit der spezifischen Betreuungsregelung, die durch die Bestimmung des Vorentwurfs des Dekrets, die Artikel 39 § 3 des Dekrets vom 13. Juli 2016 zugrunde lag, vorgesehen war, mit Artikel 24 § 4 der Verfassung merkte die Gesetzgebungsabteilung des Staatsrates an:

« Il convient d'examiner si ce régime d'encadrement spécifique, qui ne concerne que les établissements de l'enseignement officiel et ceux de l'enseignement libre non confessionnel qui offrent le choix entre les différents cours de religion et de morale non confessionnelle, est justifié au regard du principe d'égalité consacré par l'article 24, § 4, de la Constitution.

[...]

En l'occurrence, le fait que les établissements de l'enseignement officiel soient tenus d'offrir le choix entre les différents cours de religion et le cours de morale non confessionnelle, en vertu de l'article 24, § 1^{er}, alinéa 4, de la Constitution, est une différence objective entre les établissements qui peut justifier qu'un supplément d'encadrement leur soit octroyé afin de permettre une organisation optimale de ces cours. On peut par ailleurs admettre que, dans le cadre de l'introduction d'un cours de philosophie et de citoyenneté en lieu et place d'une des deux périodes consacrées aux cours de religion et de morale, des mesures particulières soient prises afin d'assurer un encadrement supplémentaire, compte tenu de l'objectif poursuivi par le Gouvernement de ne pas entraîner de pertes d'emplois. On attirera toutefois l'attention de l'auteur de l'avant-projet sur les difficultés suivantes.

[...]

L'article 39, § 3, en projet du décret du 13 juillet 1998 ne se contente pas de prévoir que les périodes supplémentaires qui seraient générées seront consacrées aux membres du personnel dont la charge aurait été diminuée, mais permet, si après cette opération il reste encore des périodes supplémentaires, de les utiliser ' pour assurer de l'adaptation et du soutien pédagogique ' dans le cadre de la mise en œuvre de l'article 15, alinéa 1^{er}, du décret du 24 juillet 1997. On n'aperçoit pas en l'occurrence ce qui pourrait justifier cette mesure au regard du principe d'égalité. Non seulement rien ne justifie que seuls les établissements officiels puissent bénéficier de périodes supplémentaires pour de l'adaptation et du soutien pédagogique mais, en plus, le régime spécifique d'encadrement ne peut être conçu qu'à durée limitée, le temps nécessaire à limiter les pertes d'emplois résultant de l'introduction du cours de philosophie et de citoyenneté.

L'article 5 de l'avant-projet sera réexaminé en conséquence » (*Doc. parl.*, Parlement de la Communauté française, 2015-2016, n° 312/1, pp. 59-60).

B.15. Auf diese Anmerkung der Gesetzgebungsabteilung des Staatsrates wurde bei den Vorarbeiten zu der angefochtenen Bestimmung erwidert:

« Concernant la remarque relative à l'inégalité de traitement, il peut lui être répondu que, conformément à l'engagement pris dans la DPC, le volume global de l'emploi est maintenu. En effet, le RLMOA correspond à l'encadrement qui aurait été attribué sans réforme (ni dispense, ni introduction d'une heure de philosophie et citoyenneté commune) » (*Doc. parl.*, Parlement de la Communauté française, 2015-2016, n° 312/1, p. 7; *ibid.*, n° 312/3, p. 7).

In der « DPC », d. h. der « Erklärung der Gemeinschaftspolitik 2014 », die von der Regierung vor dem Parlament am 23. Juli 2014 abgegeben wurde, wurde erläutert, dass die Einführung eines « gemeinsamen Unterrichts der Erziehung zu staatsbürgerlicher Gesinnung » auf keinen Fall zu Beschäftigungsverlust für die vorhandenen betroffenen Lehrkräfte führen darf » (*Parl. Dok.*, Parlament der Französischen Gemeinschaft, 2015-2016, Nr. 312/1, S. 4).

B.16. Wie die Gesetzgebungsabteilung des Staatsrates feststellt, kann das Ziel, den Verlust von Arbeitsplätzen zu vermeiden, in Anbetracht von Artikel 24 § 4 der Verfassung nicht rechtfertigen, dass die « Stunden für Anpassung und pädagogische Förderung », von denen in Artikel 39 § 3 Absätze 6 bis 8 des Dekrets vom 13. Juli 1998, eingefügt durch Artikel 5 des Dekrets vom 13. Juli 2016, die Rede ist und die den in Artikel 39 § 1 Absatz 1 des Dekrets vom 13. Juli 1998 erwähnten Lehranstalten zugewiesen werden, nicht auch den von der Französischen Gemeinschaft subventionierten freien konfessionellen Lehranstalten, die ihren Schülern nur Unterricht in katholischer Religion anbieten, zugewiesen werden.

Wie in B.13 erwähnt, sind diese beiden Kategorien von Anstalten an die Pflicht gebunden, die sich aus Artikel 15 des Dekrets vom 24. Juli 1997 ergibt.

Darüber hinaus wird wie in B.12 erwähnt, die Zielsetzung der Regierung, keinen Beschäftigungsverlust herbeizuführen, durch die in Artikel 39 § 3 Absätze 3 bis 5 des Dekrets vom 13. Juli 1998 aufgestellten Regeln erreicht.

B.17. Der Behandlungsunterschied, den Artikel 39 § 3 Absätze 6 bis 8 des Dekrets vom 13. Juli 1998, eingefügt durch Artikel 5 des Dekrets vom 13. Juli 2016, zwischen einerseits den in Artikel 39 § 1 Absatz 1 des Dekrets vom 13. Juli 1998 erwähnten Anstalten und andererseits den von der Französischen Gemeinschaft subventionierten freien konfessionellen Lehranstalten, die ihren Schülern nur Unterricht in katholischer Religion anbieten, einführt, entbehrt einer vernünftigen Rechtfertigung.

B.18. Der erste Klagegrund ist in diesem Maße begründet.

B.19. Um zu vermeiden, dass die sich daraus ergebende Nichtigerklärung rückwirkend die Situation der in B.12 erwähnten Lehrer für Anpassung und pädagogische Förderung ändert, denen die « Stunden für Anpassung und pädagogische Förderung », um die es in der angefochtenen Bestimmung geht, zugewiesen wurden, sind in Anwendung von Artikel 8 Absatz 3 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Verfassungsgerichtshof die Folgen der für nichtig erklärten Bestimmung, wie im Tenor angegeben, aufrechtzuerhalten.

In Bezug auf den Klagegrund zu Artikel 14 des Dekrets der Französischen Gemeinschaft vom 13. Juli 2016

B.20. Aus der Darlegung des Klagegrunds geht hervor, dass der Gerichtshof gebeten wird, über die Vereinbarkeit von Artikel 43bis §§ 2 und 5 des Dekrets vom 3. März 2004 in der durch Artikel 14 des Dekrets vom 13. Juli 2016 eingefügten Fassung mit Artikel 24 § 4 der Verfassung zu befinden, insofern es diese Bestimmung erlauben würde, dass über die « Stunden » hinaus, die für die Organisation des Unterrichts in nichtkonfessioneller Sittenlehre, des Unterrichts in Religion und des Unterrichts in Philosophie und staatsbürgerlicher Gesinnung notwendig sind, den Anstalten des Förderprimarschulwesens, auf die diese Bestimmungen anwendbar sind, « Stunden » ohne Zusammenhang mit der Erhaltung der Beschäftigung der am 30. Juni 2016 tätigen Lehrer für nichtkonfessionelle Sittenlehre und der Lehrer für Religion zugewiesen würden.

B.21. Artikel 43bis § 2 des Dekrets vom 3. März 2004 in der durch Artikel 14 des Dekrets vom 13. Juli 2016 eingefügten Fassung führt die Regeln auf, mit denen die « Höchstzahl an Stunden, die für die Organisation der verschiedenen Unterrichte in Religion, nichtkonfessioneller Sittenlehre und Philosophie und staatsbürgerliche Gesinnung verwendet werden können, » bestimmt werden kann.

Aus der eindeutigen Formulierung von Artikel 43bis § 5 des Dekrets vom 3. März 2004 in der durch Artikel 14 des Dekrets vom 13. Juli 2016 eingefügten Fassung, geht hervor, dass diejenigen dieser « Stunden », die für die Organisation des vorerwähnten Unterrichts nicht « notwendig » sind, nur verwendet werden dürfen, wenn sie « für die Aufrechterhaltung des den Zuweisungen zum 30. Juni 2016 gleichwertigen Beschäftigungsvolumens der Lehrer für Religion und nichtkonfessionelle Sittenlehre, die endgültig oder als zeitweiliges Personalmitglied mit Vorrangsrecht angestellt sind, notwendig sind ».

In derselben Bestimmung ist präzisiert, dass die vorerwähnte « Höchstzahl » nur für die Betreuung des Unterrichts in Religion, in nichtkonfessioneller Sittenlehre und in Philosophie und staatsbürgerliche Gesinnung verwendet werden darf » und dass die « überzähligen Unterrichtsstunden auf keinen Fall auf das Lehrpersonal oder andere Personalkategorien übertragen werden können ».

B.22. Der auf einer falschen Auslegung der angefochtenen Bestimmung beruhende Klagegrund ist unbegründet.

Aus diesen Gründen:

Der Gerichtshof

- erklärt Artikel 39 § 3 Absätze 6 bis 8 des Dekrets der Französischen Gemeinschaft vom 13. Juli 1998 « über die Organisation des Vorschul- und Primarschulunterrichts des Regelschulwesens und zur Abänderung der Rechtsvorschriften im Unterrichtswesen », eingefügt durch Artikel 5 des Dekrets der Französischen Gemeinschaft vom 13. Juli 2016 « über die Einführung eines Fachs Philosophie und staatsbürgerliche Gesinnung im Grundschulunterricht sowie die Aufrechterhaltung der alternativen pädagogischen Betreuung im Sekundarunterricht », für nichtig;

- erhält die Folgen der für nichtig erklärten Bestimmungen bis zum Schuljahr 2018-2019 einschließlich endgültig aufrecht;

- weist die Klage im Übrigen zurück.

Erlassen in französischer, niederländischer und deutscher Sprache, gemäß Artikel 65 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Verfassungsgerichtshof, am 19. Juli 2018.

Der Kanzler,
P.-Y. Dutilleux

Der Präsident,
J. Spreutels